



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 5 JANVIER 1901.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

4129

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN  
CHANCELLERIE.

Québec, 3 janvier 1901.

Le septième jour de décembre mil neuf cent, ont été élus députés à l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour les districts électoraux suivants :

Pontiac : David Gillies, marchand de bois, de la ville de Carleton Place, Ontario.

Compton : Allen Wright Girard, marchand et cultivateur, de La Patrie.

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie.  
53

#### Proclamation

Canada,  
Province de  
Québec.  
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 5th JANUARY, 1901.

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

4130

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN  
CHANCERY.

Quebec, 3rd January, 1901.

On the seventh day of December, one thousand nine hundred, were elected members of the Legislative Assembly of the province of Quebec, for the following electoral districts :

Pontiac : David Gillies, lumber merchant, of the town of Carleton Place, Ontario.

Compton : Allen Wright Giard, merchant and farmer, of La Patrie.

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery.  
54

#### Proclamation

Canada,  
Province of  
Quebec.  
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEPTIEME jour du mois de JANVIER prochain—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve prorogée au SEPTIEME jour du mois de JANVIER prochain.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau au QUATORZIEME jour du mois de FEVRIER prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en notre cité de Québec, le dit SEPTIEME jour de JANVIER prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, JEUDI, le QUATORZIEME jour du mois de FEVRIER prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières, qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: Témoins, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
4093 Québec.

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUEBEC.

*Département des Terres, Forêts et Pêcheries.*

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir  
Adj. 7031.

*Dorion.*

Lots 14 et 15, du 3ème rang, à Thomas Brown.

Adj. 7032.

*Aylwin.*

Lot 14, du 10ème rang, à Joël Cormish.

E. E. TACHÉ,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 31 décembre 1900.

61

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SEVENTH day of the month of JANUARY next—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SEVENTH day of the month of JANUARY next.

NEVERTHELESS, for certain causes and considerations, We have thought fit further to prorogue the same to the FOURTEENTH day of the month of FEBRUARY next, so that neither you nor any of you, on the said SEVENTH day of the month of JANUARY next, at our City of Quebec, to appear are to behold and constrained, for We will that you and each of you and all others in the behalf interested, that on THURSDAY, the FOURTEENTH day of the month of FEBRUARY next, at Our said City of Quebec, personally be and appear for the DESPATCH OF BUSINESS, to treat, do act and conclude upon those things, which, in Our Legislature of the Province of Québec, by the Common Council of Our said Province, may, by the favor of God, be ordained.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTE, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-NINTH day of DECEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred, and in the sixty-fourth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
4094 Québec.

Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Lands, Forests and Fisheries.*

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :  
Adj. 7031.

*Dorion.*

Lots 14 and 15, in the 3rd range, to Thomas Brown.

Adj. 7032.

*Aylwin.*

Lot 14, in 10th range, to Joël Cormish.

E. E. TACHE,  
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 31st December, 1900.

62

## DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 3 janvier 1901.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Arthur Pigeon, écuyer, notaire public, de Henryville, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index des notaires Louis Hormidas Trudeau et Edouard René Demers, en vertu des dispositions du code du notariat, (art. 3685 S. R. P. Q.).

41 ADELARD TURGEON,  
Secrétaire de la province intérimaire.

## DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS.

Québec, 20 décembre 1900.

Avis est par le présent donné que des *offres*, sous pli cacheté, pour l'achat du terrain faisant face à la Grande-Allée, dans la cité de Québec, maintenant occupé par le club athlétique dit "Quebec Athletic Grounds Association," seront reçues par l'honorable commissaire des Travaux Publics, le ou avant le septième jour du mois de janvier prochain (1901). Le plan du terrain et le cahier des charges indiquant les conditions de la vente sont visibles à ce bureau, tous les jours, de 10 heures du matin à 4 heures de l'après-midi.

4461-2 Par ordre,  
ERNEST GAGNON,  
Secrétaire.

## PARLEMENT DU CANADA.

## EXTRAITS DES RÈGLES DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES AUX BILLS PRIVÉS.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit :

Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoire intéressés dans la mesure projetée; ou s'il n'y paraît pas de journal, alors la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie.

Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française.

La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Des exemplaires marqués de tous les numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arches, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent se présenter au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat

## PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 3rd January, 1901.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Arthur Pigeon, esquire, notary public, of Henryville, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the notaries Louis Hormidas Trudeau and Edouard René Demers, in virtue of the provisions of the notarial code, (art. 3685 R. S. P. Q.)

42 ADELARD TURGEON,  
Interim provincial secretary.

## DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS.

Québec, 20th December, 1900.

Notice is hereby given that sealed *offers*, for the purchase of the ground facing Grande-Allée, in the city of Québec, now occupied by the athletic club called Quebec Athletic Grounds Association, will be received by the Honorable the Commissioner of Public Works, on or before the seventh day of January next (1901). The diagram of the ground and the schedule of the conditions of the sale may be seen at this office, every day, from ten o'clock a. m. to four o'clock p. m.

4462 By order,  
ERNEST GAGNON,  
Secretary.

## PARLIAMENT OF CANADA.

## EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE AND HOUSE OF COMMONS, RELATING TO PRIVATE BILLS.

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz :

In the *Canada Gazette* and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by the proposed measure; or if there be no newspaper published therein, then in newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published.

In the provinces of Québec and Manitoba, the notice must be published in the like manner in the english and french languages.

All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

Marked copies of all the newspapers, endorsed "Application for Private Bills," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, &c.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same. And a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented to the Senate and House of Commons within the first three weeks of the session.

Private Bills are to be presented to the Senate or

ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,  
Greffier du Sénat.

JNO. G. BOURINOT,  
Greffier de la Chambre des Communes.

#### RÈGLE SPECIALE DU SENAT.

49. (c) Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

#### ORDRE PERMANENT.

Lorsqu'un bill, confirmant un bail, une convention ou toute autre espèce de contrat, sera reçu ou présenté au Sénat, ce bail, cette convention ou cette autre espèce de contrat sera exposé dans un appendice ou autrement.

4047 SAML. E. ST O. CHAPLEAU,  
Greffier du Sénat.

#### EXTRAITS DES REGLEMENTS SPECIAUX DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en corporation, doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été révisées par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier, seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être révisés et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifié indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

#### ORDRE SPECIAL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

*Resolved*,—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifient dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir :

49. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session ; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

House of Commons within the first four weeks of the session.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,  
Clerk of the Senate.

4050 JNO. G. BOURINOT,  
Clerk of the House of Commons.

#### SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. (c) When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notice shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

#### STANDING ORDER.

When any Bill, confirming a deed, lease, agreement or other instrument, is brought up or presented to this Senate, such deed, lease, agreement or other instrument shall be set forth in the Bill by way of Schedule or otherwise.

4048 SAML. E. ST O. CHAPLEAU,  
Clerk of the Senate.

#### EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE HOUSE OF COMMONS.

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills.

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway companies, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtained from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officers, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules, shall be returned to the promoters to be recast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character within, or in any way affecting, the district which the proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking, and the manner in which it is proposed to raise the same, shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

#### SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF COMMONS.

*Resolved*,—That the clerk of the House do have a copy of the new rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future :

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session ; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec une recommandation que les bills soient retirés.

JOHN GEORGE BOURINOT,  
4051 Greffier des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société, ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bill be withdrawn.

JOHN GEORGE BOURINOT,  
4052 Clerk of the Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a law nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follow viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enacting any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french lan-

langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de vont déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il n'a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts. Le déposant le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honneur payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE.

4125

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe

guages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queens printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

4126

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clear

particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches—l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires—et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogré. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront retirés par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés.”

“Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre,

and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway-turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporat-

et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décorer que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets"

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

L. G. DESJARDINS  
4127-2 Greffier de l'Assemblée Législative.

ing electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such railways turn-pike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist ; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter ; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS,  
4128 Clerk of the Legislative Assembly

## Demandes à la Législature

Avis public est par le présent donné que les membres de la société connue comme "The Chevra Kadisha of Montreal" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de les incorporer sous le susdit nom avec pouvoir d'acquérir des meubles et immeubles, tenir des registres pour les actes civils et en général d'exercer tous les droits en rapport aux corporations religieuses.

S. W. JACOBS,  
Procureur des requérants.  
Montréal, 27 décembre 1900. 31

### AVIS.

Avis est par les présentes donné que "La Corporation du Village de Grand'Mère" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander :

1° Que les limites de son territoire soient augmentées de cette partie du territoire de la paroisse de Sainte-Flore, comprenant au cadastre de la dite paroisse, les lots Nos 1, 2, 3, 4 et 5, du rang Sainte Catherine No 1, ou rang des Hêtres, les lots Nos 84 et 85, du rang Sainte Catherine No 2, partie des lots Nos 140, 139, 138, 137 et 136, du rang Saint-Olivier, les lots Nos 95, 96 et 97, du rang de la Grand'Mère, et la partie des lots Nos 86, 87, 88, 89, 91, 92 et 93, du dit rang de la Grand'Mère, située à l'est du droit de passage du chemin de fer du Grand Nord, et à l'est de la Première Avenue, dans le village de Grand'Mère.

2° Que les limites du territoire ci-haut mentionné, avec celles du dit village, telles qu'elles existent actuellement, le tout formant le territoire compris

## Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that the members of the society known as "The Chevra Kadisha of Montreal" will apply to the legislature of the province of Québec, at its next session, for the passing of an act to incorporate them under such name with power to acquire moveable and immovable property, to keep registers for acts of civil status and generally to exercise all rights incidental to religious corporations.

S. W. JACOBS  
Attorney for applicants.  
Montreal, 27th December 1900. 32

### NOTICE.

Notice is hereby given that "The Corporation of the Village of Grand'Mère" will apply to the legislature of the province of Québec, at the next session, asking :

1. That the limits of its territory be increased of that part of the territory of the parish of Sainte Flore, comprising, on the official plan of said parish, lots Nos. 1, 2, 3, 4 and 5, in range Saint Catherine No. 1, or range des Hêtres, lots Nos. 84 and 85, in range Saint Catherine No. 2, part of lots Nos. 140, 139, 138, 137 and 136, in range Saint Olivier, lots Nos. 95, 96 and 97, in range "La Grand'Mère", and that part of lots Nos. 86, 87, 88, 89, 91, 92 and 93, in said range "La Grand'Mère", situate on the east side of the right of way of the Great Northern Railway, and on the east side of First Avenue, in the village of Grand'Mère.

2. That the limits of the territory above mentioned, with those of said village, as they presently exist, the whole forming the territory comprised in

dans le décret de l'érection canonique de la paroisse de "Saint-Paul de la Grand'Mère", donné par l'autorité ecclésiastique diocésaine des Trois-Rivières, le 2 juin dernier (1900), soient et forment dorénavant le territoire de la "Ville de Grand'Mère", aux lieu et place du "Village de Grand'Mère".

3° Qu'à cause de l'annexion projetée comme ci-haut, l'acte d'incorporation du dit village de Grand'Mère, 61 Vict. ch. 61, soit amendé et refondu à l'effet de donner à la dite corporation, telle qu'elle sera constituée, des pouvoirs plus étendus et mieux définis, concernant toutes fins municipales et scolaires.

C. J. E. CHARBONNEAU, N. P.,  
Procureur de la requérante.  
Village de Grand'Mère, 22 décembre 1900.

1

Avis est donné par H. Adélarde Champagne, banquier, William White, manufacturier, Adélarde Rochon, commis, Honoré Charlebois, marchand, Jean Baptiste Castagne, accordeur, tous de la cité de Hull, dans le comté d'Ottawa, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'être constitués en corporation, eux et tous ceux qui font et feront partie du cercle ou club, sous le nom de "Cercle Commercial et Littéraire, de Hull", pour favoriser l'enseignement de la littérature, et posséder une salle d'amusement ou jeux, billards, pool, etc., pour l'usage de ses membres dans la cité de Hull.

H. A. FORTIER,  
Procureur des dits requérants.  
Hull, 24 décembre 1900. 4529.2

Avis est par le présent donné que Charles A. Paquet, marchand, François-Xavier Drolet, mécanicien, Joseph Samson, quincaillier, tous trois de Québec, et Basile Néron, marchand, de Saint-Jérôme, Lac Saint-Jean, et C. David Ouellet, huissier, de Hébertville, Lac Saint-Jean, qu'ils se sont associés depuis un certain temps avec d'autres personnes dans le but de former une compagnie pour l'exploitation de la pulpe, et qu'ils demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, une charte les incorporant sous le nom de "La Compagnie de pulpe de Métabetchouan". La compagnie demandera les pouvoirs d'acheter et acquérir sur la rivière Métabetchouan et ses affluents ou tout autre endroit dans les comtés de Saguenay, Chicoutimi, Lac Saint-Jean, Montmorency et Québec, des pouvoirs d'eau, des limites à bois et les terrains dont elle pourra avoir besoin pour construire les moulins et écluses nécessaires à la fabrication de la pulpe; de produire de l'électricité, faire des installations pour l'éclairage et la lumière électrique dans les susdits comtés; de construire des bateaux à vapeur et chalands destinés au transport de ses produits; de construire et posséder des moulins à pulpe, à scie et à farine; d'ériger et entretenir des digues pour approvisionnement d'eau; de faire le commerce de bois dans toutes ses branches; de construire et posséder des magasins pour le commerce général, et posséder, vendre, louer ou échanger des terrains pour les fins de son industrie; de déterminer le tracé et entreprendre la construction et la mise en exploitation d'embranchements de chemins de fer destinés à relier les moulins et autres établissements industriels de la compagnie aux lignes de chemins de fer déjà existantes ou pouvant exister dans la suite; de construire des lignes de télégraphe et de téléphone pour l'usage de la compagnie; d'exproprier lorsque nécessaire pour les fins de son industrie; d'ester en justice et en général tous les pouvoirs qui peuvent être nécessaires et utiles pour les objets et les fins qu'elle se propose.

PH. V. CHALOULT,  
Procureur des requérants.  
Québec, 27 décembre 1900. 4521-2

the ecclesiastical ordinance of the diocese of Three Rivers, for the canonical erection of the parish of "Saint Paul de la Grand'Mère", given on the 2nd of June last past (1900), be hereafter the territory of the "Town of Grand'Mère", in lieu and place of the "Village of Grand'Mère".

3. That in consequence of the above proposed annexion, the act of incorporation of said Village of Grand'Mère, 61 Vict., ch. 61, be amended and consolidated in order to give to said corporation, as it will be constituted, more extensive and better determined powers concerning all municipal and school matters.

C. J. E. CHARBONNEAU, N. P.,  
Attorney for the applicant.  
Village of Grand'Mère, 22nd December, 1900.

2

Notice is hereby given by H. Adélarde Champagne, banker, William White, manufacturer, Adélarde Rochon, clerk, Honoré Charlebois, merchant, Jean Baptiste Castagne, tuner, all residing in the city of Hull, in the county of Ottawa, that they will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of being incorporated together with all those who now are or will hereafter become members of the club, under the name of "Cercle Commercial et Littéraire de Hull", to encourage the teaching of literature and to possess a hall for amusements, games, billiards, pool, &c., for the use of its members in the city of Hull.

H. A. FORTIER,  
Solicitor of petitioners.  
Hull, 24th December, 1900. 4530

Notice is hereby given that Charles A. Paquet, merchant, François-Xavier Drolet, machinist, Joseph Samson, hardware merchant, all three of Québec, and Basile Néron, merchant, of Saint-Jérôme, Lake Saint John, and C. David Ouellet, bailiff, of Hébertville, Lake Saint John, that they have for some time past associated themselves with other persons for the purpose of forming a company for manufacturing pulp, and that they will apply to the legislature of the province of Québec, at its next session, for a chart incorporating them by the name of "La compagnie de pulpe de Métabetchouan." The company will ask for power to buy and acquire on the river Métabetchouan and its affluents or any where else, in the counties of Saguenay, Chicoutimi, Lake Saint John, Montmorency and Québec, water powers, timber limits and the lands it may need to erect mills and dams necessary for the making of pulp; to make electricity, to make installations for lighting and electric light in the aforesaid counties, to build steamboats and lighters for conveying their products; to build and own pulp, saw and grist mills; to erect and keep dams for supplying water; to carry on lumber trade in all its branches; to build and own shops for general trade, and to own, sell, lease and exchange lands for the purposes of its business; to lay out and undertake the building and working of branch railways for the purpose of connecting the mills and other industrial establishments of the company with the railways already existing or which may be built hereafter; to construct telegraph and telephone lines for the use of the company; to expropriate when necessary for the purposes of its industry; to appear in judicial proceedings, and to obtain generally all the powers which may be necessary or useful for the objects and aims which it has in view.

PH. V. CHALOULT,  
Attorney for petitioners.  
Québec, 27th December, 1900. 4522

## AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné que la "Restigouche Boom Company" (compagnie dûment incorporée par une loi de la législature de la province du Nouveau-Brunswick, 42 Victoria, chapitre 30 et amendements), s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'un statut autorisant la dite compagnie à, et lui donnant le pouvoir d'ériger, construire, maintenir, entretenir et mettre en opération sur la rive nord de la Rivière Restigouche, dans le comté de Bonaventure, dans la province de Québec, des estacades, jetées, môles, brise-lames (sheer booms), avec tous les droits et privilèges nécessaires à cette fin, et ce, entre la ligne du chemin de fer Intercolonial (à l'endroit où la ligne traverse la dite Rivière Restigouche), et l'endroit appelé "Mission Point".

4459-2

ROY & CANNON,  
Procureurs du requérant.

Avis public est par les présentes donné que F. X. Edouard Guay, des cité et district de Québec, étudiant en droit, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant le barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, après examens requis.

RODOLPHE GUAY,  
Procureur du requérant.  
Québec, 24 décembre 1900. 4463 2

Avis est donné par Françoise Simard, en religion Sr Marie du Bon Conseil ; Alma Pelletier, en religion Sr Saint Joseph ; Marguerite Sheehy, en religion Sr Sainte-Anne ; Marie Joséphine Hudon, en religion Sr Marie de l'Assomption ; Séphora Desbiens, en religion Sr Saint-François de Sales ; Sophie Grenon, en religion Sr Saint-Jean Berchmans ; Démérise Martel, en religion Sr Saint-Jean Baptiste, résidentes dans la ville de Chicoutimi, qu'elles s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'être constituées en corporation, elles et toutes celles qui font et feront partie de la communauté, sous le nom de "Institut de Notre-Dame du Bon Conseil", pour donner l'enseignement dans les écoles paroissiales, créer des noviciats, orphelinats, tenir des écoles gratuites et payantes, des pensionnats, écoles ménagères ou industrielles, acquérir et posséder des biens suivant les règles de l'institut.

F. H. EUG. FRENETTE, ptre,  
Procureur des pétitionnaires.  
Chicoutimi, 10 décembre 1900. 4371-3

Avis est par les présentes donné que le soussigné fera application à la prochaine session de la Législature Provinciale, demandant la passation d'un bill pour autoriser le barreau de la province de Québec, à l'admettre à l'examen et à la pratique du droit et au nombre de ses membres.

JOHN J. BARRY.  
Montréal, 15 décembre 1900. 4377-3

Avis public est par les présentes donné que F. Omer Drouin, des cité et district de Québec, étudiant en droit, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochain session, pour obtenir un acte autorisant le barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, après examens requis.

F. X. DROUIN,  
Procureur du requérant.  
Québec, 19 décembre 1900. 4393-3

## AVIS PUBLIC

La ville de Richmond s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de reviser et consolider sa charte et les

## PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that the Restigouche Boom Company (a company duly incorporated under and by an act of the legislature of the province of New Brunswick, 42 Victoria, chapter 30 and amending Acts), will apply to the legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an act empowering them to erect, maintain and operate on the northern or Quebec side of the Restigouche River, in the county of Bonaventure, in the province of Quebec, between the Intercolonial railway line (where the same crosses the Restigouche River) and Mission Point, booms, piers and sheer-booms, with all privileges and powers incident thereto.

4460

ROY & CANNON,  
Solicitors for applicant.

Public notice is hereby given that F. X. Edouard Guay, of the city and district of Quebec, student at law, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act authorizing the bar of the province of Quebec, to admit him as a member, after examination.

RODOLPHE GUAY,  
Attorney for applicant.  
Quebec, 24th December, 1900. 4464

Notice is hereby given by Françoise Simard, in religion Sr Marie du Bon Conseil ; Alma Pelletier, in religion Sr Saint Joseph ; Marguerite Sheehy, in religion Sr Saint Ann ; Mary Joséphine Hudon, in religion Sr Mary of the Assumption ; Séphora Desbiens, in religion Sr Saint Francis de Sales ; Sophie Grenon, in religion Sr Saint John Berchmans ; Demerise Martel, in religion Sr Saint John The Baptist, residing in the town of Chicoutimi, that they address themselves to the legislature of the province of Quebec, at the opening of the next session, in view of being incorporated, themselves and all those who are now and will hereafter be members of the community, under the name of "Institut de Notre-Dame du Bon Conseil" ; of being entitled to teach in the parochial schools, to found noviciates, orphanages, to keep gratuitous and paying schools, boarding schools, schools of domestic economy and industrial, to acquire and possess properties according to the rule of the aforesaid institute.

F. H. EUG. FRENETTE, ptre,  
Procurator of the petitioners.  
Chicoutimi, 10th December, 1900. 4372

Notice is hereby given that the undersigned will apply at the next session of the Provincial Legislature, for the passing of a bill to authorize the bar of the province of Quebec, to admit him to pass his examination to the practice of law and as one of its members.

JOHN J. BARRY.  
Montreal, 15th December, 1900. 4378

Public notice is hereby given that F. Omer Drouin, of the city and district of Quebec, student at law, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act authorizing the bar of the province of Quebec, to admit him amongst its members, after the examinations required.

F. X. DROUIN,  
Attorney for petitioner.  
Quebec, 19th December, 1900. 4394

## PUBLIC NOTICE

The town of Richmond will apply to the legislature of Quebec, at its next session, for an act to revise and consolidate its charter and the various

divers actes l'amendant, et pour donner à la dite ville de plus amples pouvoirs de législation et spécialement pour obtenir des dispositions pour les fins suivantes :

1° Les bornes de la ville de Richmond, sa division en quartiers et sa représentation dans le conseil.

2° La composition du conseil, qualification, pouvoirs et droits du maire et des conseillers, et toutes affaires en rapport avec l'élection des dits maire et conseillers.

3° Le pouvoir de faire des règlements requis pour l'administration, l'ordre, la police, la paix, la santé publique, le drainage et bâtisses dans la dite ville, pour pourvoir en général à la bonne administration de la corporation de ville.

4° Pour régler le pouvoir de la corporation concernant l'imposition et la perception des taxes.

5° Pour établir des marchés publics et privés, et pour régler la vente des liqueurs.

6° Pour définir les pouvoirs d'emprunter de la corporation et de légaliser les dettes déjà faites et les prêts faits par la corporation.

7° De faire des lois spéciales concernant l'aqueduc de la ville.

8° En général de consolider et reviser les divers actes concernant la ville de Richmond, et leur donner plus de pouvoir.

BROWN & MACDONALD,

Solliciteurs pour la ville de Richmond.

Daté, 18 décembre 1900. 4391-3

AVIS.

Avis public est par les présentes donné que Marc Aurèle Lemieux, des cité et district de Québec, étudiant en droit, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant le barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

J. A. LANE,

Procureur du requérant.

Québec, 20 décembre 1900. 4425-3

Avis public est par le présent donné que F. H. A. Baxter, de la cité de Montréal, s'adressera à la prochaine session de la législature de Québec, pour obtenir la passation d'un bill pour l'autoriser à être admis, après examen, à pratiquer l'art dentaire en cette province.

MONTAMBAULT, LANGELIER

& VACHON,

Procureurs du dit Baxter.

Québec, 7 décembre 1900. 4249-4

Avis est par le présent donné par la ville de Longueuil et par la compagnie de chemin de fer du Grand Tronc, qu'application sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour un acte confirmant et légalisant une certaine convention intervenue entre eux, le 10 septembre 1900, concernant la taxation de la propriété de la dite compagnie et le droit de la dite ville, de maintenir son aqueduc sur la terre de la dite compagnie.

A. E. BECKETT,

Solliciteur pour les applicants.

24 novembre 1900. 4251-4

Avis est par le présent donné que "The Montreal Club" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la ratification de son incorporation et droits corporatifs, et aussi certains pouvoirs additionnelle concernant l'émission de débetures, stock, la valeur annuelle de la propriété que le dit club doit posséder, et en général l'administration et la direction de ses affaires.

BEAUBIEN & LAMARCHE,

Solliciteurs du dit Montreal Club.

Montréal, 11 décembre 1900. 4325-4

acts amending the same, and to extend to the said town more extensive powers of legislation and especially to obtain legislative provisions upon and others, the following subjects :

1. The boundaries of the town of Richmond, its division into wards and its representation in the council.

2. The composition of the council, qualification, powers and rights of the mayor and councillors, and all matters connected with the election of such mayor and councillors.

3. The power to make by-laws required for the administration, order, police, peace, public health, drainage and buildings within the said town, to provide for the general welfare of the town corporation.

4. To regulate the power of the corporation in regard to the imposition and levying of taxes.

5. To establish public and private markets, and to regulate the sale of liquor.

6. To define the borrowing powers of the corporation and to legalize the debts already incurred and the loans made by the corporation.

7. To make special provisions in regard to the water-works of the town.

8. Generally to consolidate and revise the various acts referring to the town of Richmond, and to extend the same.

BROWN & MACDONALD,

Solicitors for the town of Richmond.

Dated, 18th December, 1900. 4392

NOTICE.

Public notice is hereby given that Marc Aurele Lemieux, of the city and district of Quebec, student at law, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act authorizing the bar of the province of Quebec, to admit him as a member, after examination.

J. A. LANE,

Attorney for applicant.

Quebec, 20th December, 1900. 4426

Public notice is hereby given that F. H. A. Baxter, of the city of Montreal, will apply to the next session of the provincial legislature, to have a bill passed to authorize him to be admitted, after examination, to practise the dentistry art in this province.

MONTAMBAULT, LANGELIER

& VACHON,

Attorneys for Baxter.

Quebec, 7th December, 1900. 4250

Notice is hereby given by the town of Longueuil and by the Grand Trunk Railway Company of Canada, that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to confirm and make legal and valid a certain agreement between them, dated 10th day of September, 1900, with respect to the taxation of the property of the railway company in the said town, and the right of way of the water-pipe of the town.

A. E. BECKETT,

Solicitor for applicants.

24th November, 1900. 4252

Public notice is hereby given that "The Montreal Club" will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the ratification of its incorporation and corporate rights, and also certain additional powers concerning the issue of debentures stock, the annual value of the property to be held by the said club, and generally the administration and management of its affairs.

BEAUBIEN & LAMARCHE,

Solicitors for the said Montreal Club.

Montreal, 11th December, 1900. 4326

Avis est par le présent donné que Stanley Burns, dentiste, de Smith's Falls, Ont., demandera à la prochaine session de la législature de la province de Québec, l'adoption d'un projet de loi l'autorisant à être admis à la pratique de l'art dentaire dans la province, après examen.

PH. V. CHALOULT,  
Procureur du requérant.

Québec, 4 décembre 1900. 4395-3

Avis public est par le présent donné que le soussigné, E. H. Bégin, notaire, présentera à la prochaine session de la législature de la province de Québec, un bill privé à l'effet d'autoriser le barreau de la province de Québec, à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat, après avoir passé l'examen requis par le barreau.

E. H. BEGIN.

Sherbrooke, 7 décembre 1900. 4303-4

Avis public est par le présent donné que le soussigné, J. E. Boily, étudiant en médecine, présentera à la prochaine session de la législature de Québec, un bill à l'effet d'obtenir le droit de pratiquer la médecine dans cette province, immédiatement après son examen final.

J. E. BOILY,  
E. E. M.

8, rue Cooke, Québec.

ROBERT BERGERON,  
Procureur du requérant.

Québec, 6 décembre 1900. 4207-5

Avis public est par les présentes donné que Joseph Napoléon Landry, de la cité de Saint-Henri, comté d'Hochelaga, étudiant en médecine, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre, après examen, comme médecin et chirurgien, et à lui accorder une licence pour pratiquer comme tel, dans cette province.

ROBILLARD & LANCTOT,  
Procureurs du requérant.

Montréal, 4 décembre 1900. 4193-5

Un bill autorisant Alexandre Richelieu Dorion, de la paroisse de Saint-Ours, dans le comté de Richelieu, dans la province de Québec, à ajouter à son nom les mots de "St-Ours," sera demandé à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, avec pouvoir de transmettre à ses descendants le dit nom ainsi modifié, et d'exercer sous tel nom tous les droits et privilèges qu'il exerce aujourd'hui et pourrait exercer plus tard sous le nom de Alexandre Richelieu Dorion.

PRIMEAU & CODERRE.

97, rue Saint-Jacques, Montreal.

Montréal, 3 décembre 1900. 4195-5

Avis est par les présentes donné, que la cité des Trois-Rivières s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins de faire amender et refondre sa charte; aussi pour l'autoriser à reconstruire les ponts Saint-Maurice, et à émettre des débetures pour cet objet, pour l'autoriser à émettre des débetures pour continuer la construction de l'aqueduc, pour le pavage, pour le drainage et pour la construction de nouvelles écoles. Avis est aussi donné que la hauteur de la première arche du côté ouest du grand pont que la corporation se propose de rebâtir sera d'au moins quarante-deux pieds au-dessus du niveau de l'eau basse, et que l'espace entre les piliers de cette arche pour le passage des radeaux et navires sera de deux cent quarante-neuf pieds; il n'y aura pas de pont tournant; ces ponts pourront être construits en fer. Les taux de péage seront fixés par la corporation, sujets à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

L. T. DESAULNIERS,  
Sec.-trés., corp. Trois-Rivières.

Trois-Rivières, 5 décembre 1900. 4217-5

Public notice is hereby given that Stanley Burns, dentist, of Smith's Falls, Ont., will apply to the next session of the legislature of the province of Québec, to have a bill passed to authorize him to be admitted, after examination, to practise the dentistry art in this province.

PH. V. CHALOULT,  
Attorney for petitioner.

Quebec, 4th December, 1900. 4396

Public notice is hereby given that the undersigned, E. H. Bégin, notary, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for a bill to authorize the bar of the province of Québec, to admit him to the practice of law as advocate, in the said province of Québec, after having passed the examination required by the bar.

E. H. BEGIN.

Sherbrooke, 7th December, 1900. 4304

Public notice is hereby given that the undersigned, J. E. Boily, medical student, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for a bill to give him the right to practice medicine in this province, immediately after his final examination.

J. E. BOILY,  
Medical Student.

8, Cook street, Quebec.

ROBERT BERGERON,  
Attorney for petitioner.

Quebec, 6th December, 1900. 4208

Public notice is now given that Joseph Napoléon Landry, of the city of Saint Henry, county of Hochelaga, a medical student, will apply to the legislature of the province of Québec, at its next session, for the passing of an act to authorize the college of physicians and surgeons of the province of Québec, to admit him, after examination, as a physician and surgeon and grant him a licence to practice as such, in the said province.

ROBILLARD & LANCTOT,  
Attorneys for applicant.

Montreal, 4th December, 1900. 4194

A bill authorizing Alexandre Richelieu Dorion, of the parish of Saint Ours, in the county of Richelieu, in the province of Québec, to add to his name the words "de Saint Ours," will be presented to the Legislature of the province of Québec, at its next session, with power to transmit to his descendants the said name thus changed, and to exercise under such name all the rights and privileges which he now exercised under the name of Alexandre Richelieu Dorion.

PRIMEAU & CODERRE.

97 Saint James street, Montreal.

Montreal, 3rd December, 1900. 4196

Notice is hereby given that the city of Three Rivers will apply to the legislature of the province of Québec, at its next session, for the purpose of having its charter amended and consolidated; also to authorize it to rebuild the Saint Maurice bridges, and to issue debentures for this purpose, to authorize it to issue debentures to continue the building of a water works, for paving, drainage and for erecting new schools. Notice is also given that the height of the first arche on the west side of the large bridge that the corporation propose to rebuild will be of at least forty-two feet above the low water level, and that the space between the pillars of this arche for the passage of rafts and vessels will be two hundred and forty-nine feet; there will be no swing-bridge; these bridges may be built of iron. The tolls will be fixed by the corporation, subject to the approval of the lieutenant-governor in council.

L. T. DESAULNIERS,  
Sec.-treas., corp. Three Rivers.

Three Rivers, 5th December, 1900. 4218

Avis est par le présent donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, la compagnie "Montreal Land and Improvement Company", corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans la cité de Montréal, demandera à la législature de passer un acte pour dégager tous les acquéreurs des immeubles légués par le testament solennel de Simon Valois, le quatre décembre 1866, de toute responsabilité quant au placement des deniers provenant de la vente des dits immeubles.

ARCHER & PERRON,  
Procureurs des requérants.  
Montréal, 27 novembre 1900. 4349-4

AVIS.

La Société de Artisans Canadiens Français s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains changements à sa charte, conformément aux décisions de la convention de la dite société, et particulièrement des modifications aux articles 7 et 10 de la dite charte, concernant le nombre des directeurs et concernant le paiement de l'indemnité après décès, et pour autres fins.

LAMOTHE & TRUDEL,  
Avocats de la requérante.  
Montréal, 20 décembre 1900. 4543-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par MM. Henry Miles, importateur; Fred. W. Evans, gérant d'assurance; Charles Chaput, marchand; James W. Knox, marchand; George E. Drummond, manufacturier, tous des cité et district de Montréal, pour obtenir un bill les incorporant et autres personnes qui pourront s'associer avec eux sous le nom de "Montreal Business Men's League", dans les buts suivants: pour engager et encourager les touristes et chasseurs à venir dans cette province; encourager et faciliter la tenue de conventions et autres assemblées dans la cité de Montréal; promouvoir les améliorations municipales, plus particulièrement en ce qui regarde la propreté des rues et l'embellissement des parcs et carrés et autres objets de même nature.

FOSTER, MARTIN & ARCHIBALD,  
Procureurs des requérants.  
Montréal, 13 décembre 1900. 4353 4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Quebec Northern Railway Company", avec pouvoir de construire et mettre en opération un chemin de fer d'un point à ou près de la cité de Hull, dans le comté d'Ottawa, dans la dite province de Québec, à un point à ou près de la borne nord des comtés de Montcalm ou Joliette, et de là, dans une direction nord à un point à ou près de l'embouchure de "The East Main River" ou Baie James; avec pouvoir aussi de construire des embranchements du dit point à ou près de la borne des comtés de Montcalm ou Joliette jusqu'aux cités de Québec et de Montréal; aussi de se joindre, amalgamer ou faire des arrangements de trafic avec aucune compagnie autorisée de mettre en opération une ligne de bateaux à vapeur ou autres vaisseaux pour le transport du fret et des passagers sur la Baie Hudson; aussi de se joindre, amalgamer ou faire des arrangements de trafic avec aucun chemin de fer joignant aucuns points sur lesquels le dit chemin de fer peut être autorisé à être construit ou dont la ligne peut être située à une distance de trois milles d'aucune partie du dit chemin de fer; et aussi de recevoir d'aucun gouvernement, corporation, personne ou personnes des octrois de terre, argentés ou garanties en aide de la construction du dit chemin de fer.

BELCOURT & RITCHIE,  
Solliteurs des requérants.  
Ottawa, 20 décembre 1900. 4435-3

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, the Montreal Land and Improvement Company, a body politic and corporate having its principal business office in the city of Montreal, will apply to the legislature to pass an act to free all the purchasers of the immovable properties bequeathed by the last will and testament of Simon Valois, on the fourth of December, 1866, from all responsibility as to the investment of the moneys accruing from the sale of the said immovables.

ARCHER & PERRON,  
Attorneys for petitioners.  
Montreal, 27th November, 1900. 4350

NOTICE.

"La Société des Artisans Canadiens Français" will apply to the Quebec legislature, at its next session, to obtain certain amendments to its charter, in accordance with the decisions of the meetings of the said association, and particularly changes to articles 7 and 10 of the said charter, concerning the number of directors and the payment of the indemnity after death, and for other purposes.

LAMOTHE & TRUDEL,  
Attorneys for petitioner.  
Montreal, 20th December, 1900. 4544

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, by Messrs. Henry Miles, importer; Fred. W. Evans, insurance manager; Charles Chaput, merchant; James W. Knox, merchant; George E. Drummond, manufacturer, all of the city and district of Montreal, for a bill to incorporate them and others who may join them under the name of the "Montreal Business Men's League", with the following objects; to promote and develop tourists and sportsmen travel in this province; to encourage and facilitate the holding of conventions and other gatherings in the city of Montreal; to promote municipal improvements therein, more especially with regard to the cleanliness of streets and the embellishment of parks and squares, and other objects of a kindred character.

FOSTER, MARTIN & ARCHIBALD,  
Attorneys for applicants.  
Montreal, 13th December, 1900. 4354

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an act to incorporate the Quebec Northern Railway Company, with power to construct and operate a railway from a point at or near the city of Hull, in the county of Ottawa, in the said province of Quebec, to a point at or near the northern boundary of the counties of Montcalm or Joliette, and thence, in a northerly direction to a point at or near the mouth of the East Main River on James Bay; with power also to construct branch lines from said point at or near the boundary of the counties of Montcalm or Joliette to the city of Quebec and the city of Montreal; also to connect with, amalgamate or enter into traffic arrangements with any company authorized to carry on and operate a line of steamships or other vessels for the transportation of freight and passengers on Hudson's bay; also to connect with, amalgamate or enter into traffic arrangements with any railway connecting with any points to which said railway may be authorized to be constructed or whose line may be situated within a distance of three miles from any portion of said railway; and also to receive from any government, corporation, person or persons grants of land, money or securities in aid of the construction of said railway.

BELCOURT & RITCHIE,  
Solicitors for applicants.  
Ottawa 20th December, 1900. 4436

Avis public est par les présentes donné que Peter French, des cité et district de Québec, étudiant en droit, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte autorisant le barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, après les examens requis.

ANTONIN GALIPEAULT,

Procureur du requérant.

Québec, 20 décembre 1900. 4443-3

Avis est par le présent donné que Victor Fecteau, propriétaire de moulins, Israël Lafontaine, Modeste Demers, Xavier Bolduc, Basile Bolduc, cultivateurs, tous de Saint-Etienne de Lauzon, et autres, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir que la loi 63 Victoria, chap., 63, soit amendée comme suit: que la section 2, de la dite loi soit amendée dans ce sens, que la corporation de Saint-Etienne de Lauzon devra construire le nouveau pont entre la propriété de Dlle Olivier, au sud-est de l'église, et celle de Jos. Dubois, au sud-ouest; que le nouveau pont sera en bois et couvert, dont le coût ne devra pas excéder trois mille piastres.

PH. V. CHALOULT,

Procureur des requérants.

Québec, 21 décembre 1900. 4445-3

#### AVIS PUBLIC

Est par le présent donné par A. Bernatchez, qu'il s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un Bill Privé, autorisant le barreau de la province de Québec, à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat, après avoir passé l'examen requis par le barreau.

AURELIEN BERNATCHEZ.

22 décembre 1900. 4419-3

Avis est par le présent donné que James C. M. Hawley, Matthew J. Miller, George E. Hislop, John Westbrook, Milo A. Morin, David F. Hawley et le révérend Charles J. Hessler, ministre de l'Evangile, tous de la paroisse de Saint-George de Clarenceville, dans le comté de Missisquoi et district de Bedford, cultivateurs, et telles autres personnes qui pourront se joindre à eux, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte d'incorporation sous le nom de "The Free Methodist Church of the Province of Quebec," incorporant les dits requérants et tous autres membres de la dite dénomination et les confirmant dans l'organisation qui existe maintenant et en la possession de toutes les églises et leurs accessoires maintenant construits ou qui peuvent à l'avenir être organisés et construits, et de pourvoir que les ministres régulièrement ordonnés de la dite dénomination, ayant une organisation fixe et permanente comme congrégation, ou qui peuvent devenir comme tels, pourront tenir registres de tous baptêmes, mariages et sépultures, tels que tenus par tels ministres, et d'autoriser les syndics et autres officiels d'aucune organisation d'église ou congrégation de la dite dénomination d'acquérir, hypothéquer et administrer en général aucuns terrains ou églises, appartenant à telle congrégation pour places de culte ou comme presbytères, et en disposer, autoriser les dits syndics et officiels d'église de recevoir tous legs ou toute donation qui peuvent être faits à la dite église ou à aucune congrégation d'icelle pour les fins d'église seulement, avec pouvoir de les administrer et en général de donner à la dite organisation les pouvoirs et privilèges accordés ordinairement aux dénominations protestantes de la dite province de Québec.

Z. E. CORNELL,

Procureur des dits requérants.

Clarenceville, 26 décembre 1900. 4535.2

Public notice is hereby given that Peter French, of the city and district of Quebec, student at law, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for a bill to authorize the bar of the province of Quebec, to admit him as one of its members, after having passed the examination required.

ANTONIN GALIPEAULT,

Attorney for petitioner.

Quebec, 20th December, 1900. 4444

Notice is hereby given that Victor Fecteau, mill owner, Israel Lafontaine, Modeste Demers, Xavier Bolduc, Basile Bolduc, farmers, all of Saint Etienne de Lauzon, and others, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to the effect that the statute 63rd Vict., ch. 63, be amended as follows: that section 2, of the said act be amended in this sense, that the corporation of Saint Etienne de Lauzon should build the new bridge between the property of Miss Olivier, south east of the church, and that of Jos. Dubois, on the south west; that the new bridge shall be of wood and covered, and at a cost not to exceed three thousand dollars.

PH. V. CHALOULT,

Attorney for petitioners.

Quebec, 21st December, 1900. 4446

#### PUBLIC NOTICE

Is hereby given by A. Bernatchez, that he will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a Private Bill, authorizing the bar of the province of Quebec, to admit him to the practice of law as advocate, in the said province of Quebec, after having passed the examination required by the bar.

AURELIEN BERNATCHEZ.

22nd December, 1900. 4420

Notice is hereby given by James C. M. Hawley, Matthew J. Miller, George E. Hislop, John Westbrook, Milo A. Morin, David F. Hawley and Charles J. Hessler, minister of the Gospel, all residents of the parish of Saint George de Clarenceville, in the county of Missisquoi and district of Bedford, farmers, and such other persons as may join them, that they will apply to the legislature of the province of Quebec, at the opening of the next session thereof, for an act of incorporation under the name of "The Free Methodist Church of the province of Quebec", incorporating the said applicants and other members of the said denomination, and confirming them in the organization which now exists, and in the possession of all church buildings and their accessories which are now constructed, or which may hereafter be organized and constructed, and to provide that the regularly ordained ministers of said denomination, having a fixed and permanent organization as a congregation, or that may have become such, may keep registers of all such baptisms, marriages and burials as shall by such ministers be performed, and to enable the trustees and other officials of any church organization or congregation of said denomination to acquire and dispose of, to hypothecate and to administer generally, any lands or church buildings, to such congregation belonging for places of worship, or as personages, and to vest in said trustees and church officials and legacy or donation that may accrue to said church or to any congregation thereof for church purposes solely, with power to administer the same and generally to grant to said organization the powers and privileges usually granted to protestant denomination in the said province of Quebec.

Z. E. CORNELL,

Attorney for said applicants.

Clarenceville, 26th December, 1900. 4536

## Avis Divers

## ASSOCIATION DES BARBIERS DE LA PROVINCE DE QUEBEC.

Avis est donné qu'en vertu d'une demande faite au Conseil de l'Association des Barbiers de la province de Québec, une assemblée générale et spéciale des membres de la dite association aura lieu à Montréal, le 7 janvier 1901, au Monument National, chambre No 6, à 8 heures p. m., afin de recevoir le rapport des opérations de l'année fiscale 1899-1900, et prendre en considération certains amendements faits à la charte de la dite association.

Par ordre,

U. MICHAUD.

Secrétaire A. B. P. Q.

37

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devant être incorporée par lettres patentes, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie sera "The Hamilton Company Limited".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont d'acquies, continuer et augmenter les affaires de confection, d'importation et d'exportation de vêtements, marchandises sèches et autres marchandises maintenant faites dans la province de Québec, par MM. Henry et N. E. Hamilton, marchands, de la cité de Montréal.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de \$200,000.00, divisé en 2,000 actions de \$100.00 chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Henry Hamilton, marchand ; Napoléon Edouard Hamilton, marchand ; Henri Hamilton, fils, gérant ; Auguste Singer, teneur de livres ; Georges Hamilton, commis ; tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Henry Hamilton, Napoléon Edouard Hamilton et Henri Hamilton, fils, seront les premiers directeurs de la dite compagnie, lesquels sont sujets britanniques et résident en Canada.

GEOFFRION, GEOFFRION,  
ROY & CUSSON,

Procureurs des requérants.

Montréal, 28 décembre 1900.

3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif de la compagnie sera "The Seybold & Sons Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'importer, manufacturer, acheter, vendre toute sorte de quincaillerie, y compris les fournitures de chemins de fer, et aussi peintures et huiles, et en faire le commerce ;

(b) De faire les affaires de marchands en général.

## Miscellaneous Notices

## QUEBEC PROVINCIAL BARBERS' ASSOCIATION.

Notice is given that in virtue of an application made to the council of the Quebec Provincial Barbers' Association, a general and special meeting of the members of the said association will be held at Montreal, on the 7th of January, 1901, in the Monument National, room No. 6, at 8 o'clock p.m., to receive the annual report of fiscal year 1899-1900, and take into consideration certain amendments made to the charter of the said association.

By order,

U. MICHAUD,

Secretary, Q. P. B. A.

38

Public notice is hereby given that, within one month after the first publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, incorporating the applicants and such others persons as may become shareholders of the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company will be "The Hamilton Company, Limited."

2. The objects for which its incorporation is sought are to acquire, continue and increase the business of making, importing and exporting clothing, and dry goods and other goods now manufactured in the province of Québec, by Messrs. Henry and N. E. Hamilton, merchants, of the city of Montreal.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Québec.

4. The proposed amount of capital stock will be \$200,000.00, divided into 2,000 shares of \$100.00 each.

5. The names in full, and the address and calling of each of the applicants, are as follows : Henry Hamilton, merchant ; Napoléon Edouard Hamilton, merchant ; Henri Hamilton, junior, manager ; Auguste Singer, book-keeper ; Georges Hamilton, clerk, all of the city of Montreal, in the province of Québec.

Henry Hamilton, Napoléon Edouard Hamilton and Henri Hamilton, junior, will be the first directors of the said company, and are all residents of Canada and subjects of Her Majesty.

GEOFFRION, GEOFFRION,  
ROY & CUSSON,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 28th December, 1900.

4

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the company is to be "The Seybold & Sons Company."

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To import, manufacture, buy, sell and deal in all kinds of hardware, including railway supplies, and also paints and oils ;

(b) To carry on the business of general merchants.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera à Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de quatre-vingt-quinze mille piastres (\$95,000).

5° Le nombre d'actions sera de neuf cent cinquante (950), et le montant de chaque action sera de cent piastres (\$100.00).

6° Les noms au long des requérants sont comme suit : John Phillip Seybold, marchand ; Herbert Bricker Seybold, commis-voyageur ; Gordon Christian Seybold, commis ; Edward Leslie Seybold, commis ; Alice Winifred Seybold, fille majeure, tous de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, lesquels sont tous sujets anglais.

Les dits John Phillip Seybold, Herbert Bricker Seybold et Gordon Christian Seybold seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 2 janvier 1901.

23

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devant être incorporée par lettres patentes, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie sera "The McArthur Export Company, Limited".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont d'acquiescer et continuer les affaires maritimes et d'exportation canadiennes, maintenant faites dans la province de Québec, par "The McArthur Brothers Company, Limited", de Toronto ; de faire en général le commerce de bois et de bois de construction ; de manufacturer, acheter, vendre et exporter des articles en bois de toute description ; d'acquiescer des limites, bâtisses, propriétés, vaisseaux et embarcations pour les fins des dites affaires et de faire en général le commerce d'exportation maritime.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Québec, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de \$200,000.00, divisé en quarante actions de \$5,000.00 chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Peter McArthur, marchand, de la cité de Détroit, dans l'Etat de Michigan, E. U. A. ; l'honorable John Sharples, marchand, de la cité de Québec, dans la province de Québec ; William Price, marchand, de la cité de Québec, dans la province de Québec ; John Theodore Ross, marchand, de la cité de Québec, dans la province de Québec ; Frank W. Ross, marchand, de la cité de Québec, dans la province de Québec.

Peter McArthur, William Price et John Theodore Ross seront les premiers directeurs de la dite compagnie, la majorité desquels seront sujets anglais.

CARON, PENTLAND & STUART,

Procureurs des requérants.

Québec, 18 décembre 1900.

4417-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, Statuts Révisés de Québec, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

3. The chief place of business of the said company is to be at Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of the capital stock is ninety-five thousand dollars (\$95,000).

5. The number of shares is to be nine hundred and fifty (950), and the amount of each share is to be one hundred dollars (\$100).

6. The names in full of each of the applicants are as follows : John Phillip Seybold, merchant ; Herbert Bricker Seybold, commercial traveller ; Gordon Christian Seybold, clerk ; Edward Leslie Seybold, clerk ; Alice Winifred Seybold, spinster, all of the city of Montreal, in the district of Montreal, and all of whom are british subjects.

John Phillip Seybold, Herbert Bricker Seybold and Gordon Christian Seybold are to be the first or provisional directors of said company.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Solicitors for applicants.

Montreal, 2nd January, 1901.

24

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons herein after mentioned will apply to His Honor the Lieutenant Governor in council, for the granting of a charter of incorporation under the joint stock companies' incorporation act, constituting them and such others as may hereinafter become shareholders in the company to be incorporated by such letters patent, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company is to be "The McArthur Export Company, Limited."

2. The objects for which incorporation is sought, are to acquire and take over the canadian export and shipping business, now carried on in the province of Quebec, by the McArthur Brothers Company, Limited, of Toronto ; to carry on a general timber and lumber business ; to manufacture, buy, sell and export wood goods of all descriptions ; to acquire limits, buildings, properties, vessels and craft for the purposes of such business, as well as to carry on a general trading, shipping and export business.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Québec, in the province of Québec.

4. The amount of capital stock is to be \$200,000.00, divided into forty shares of \$5,000.00 each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Peter McArthur, merchant, of the city of Detroit, in the State of Michigan, U. S. A. ; The Honorable John Sharples, merchant, of the city of Québec, in the province of Québec ; William Price, merchant, of the city of Québec, in the province of Québec ; John Theodore Ross, merchant, of the city of Québec, in the province of Québec ; Frank W. Ross, merchant, of the city of Québec, in the province of Québec.

Peter McArthur, William Price and John Theodore Ross are to be the first directors of the said company, the majority of whom are british subjects.

CARON, PENTLAND & STUART,

Attorneys for applicants.

Quebec, 18th December, 1900.

4418

Notice is hereby given that, within one month after the first publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation and letters patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation acts and amendments, Revised Statutes of Québec, constituting the applicants and such others persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter set out :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Gentleman's Clothing Company."

2° La principale place d'affaires et le principal bureau de la compagnie seront dans la cité de Montréal.

3° Le fonds social de la dite compagnie sera de \$75,000, divisé en 7,500 actions de \$10.00 chacune, dont \$40,000 seront un stock ordinaire, et \$35,000 seront à 6 p. c. stock préférentiel accumulé.

4° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De faire les affaires de marchands en détail d'habillements, chapeaux, chaussures et marchandises en général, comme importateurs et manufacturiers ;

(b) Acheter, vendre toute sorte d'appareils et fournitures pour faire les dites affaires et en faire le commerce ;

(c) Acheter, louer ou acquérir et vendre, engager ou louer aucune affaire ou affaires en rapport aux objets de l'incorporation ainsi que la clientèle ou autres biens d'aucune telle affaire ou affaires ;

(d) Prendre, acheter, acquérir, tenir, transporter, vendre ou céder aucun stock ou actions dans aucune compagnie ayant en tout ou en partie des objets semblables à la dite compagnie, ou en disposer ;

(e) Faire les affaires de tailleurs, fournisseurs et d'agir comme agents à commission ou agents manufacturiers ;

(f) Contrôler la vente en détail d'habillement Semi-Ready, dans la cité de Québec et dans cette section de la cité de Montréal, à l'est de la rue Saint-Laurent ;

(g) Exercer tous les pouvoirs conférés de la loi corporative des compagnies à fonds social et ses amendements.

5° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont : Herbert A. Beatty, directeur ; William H. Wyman, gérant ; Marcell J. Lachapelle, gérant ; Joseph Foucher, marchand ; A. George Brooke Claxton, avocat, tous de la cité de Montréal ; Gordon Renfrew, marchand ; James C. Wright, marchand ; Leopold Achille Roy, marchand ; Albert Arthur Roy, marchand ; Lucien Label, commerçant ; James Perry, Joseph Alphonse Raoul Bédard, Jean Louis Lavoie, Pierre Edgar Guy, Louis Gauthier, Joseph Edmond Talbot, Joseph Savard, Napoléon George Kirouac, Ulric Dalpy, Lucien Etienne Grondin, George Picard, commerçants, tous de la cité de Québec.

6° Les premiers directeurs ou directeurs provisoires seront les dits Leopold Achille Roy, Albert Arthur Roy, E. Lucien Label, Marcell J. Lachapelle et A. George Brooke Claxton, lesquels sont tous sujets de Sa Majesté.

**MCCORMICK & CLAXTON,**

Procureurs des requérants.

Montréal, 27 décembre 1900.

4537-2

Avis est par le présent donné que, en vertu du testament de feu Henry Bennie, de Très Saint-Sacrement, dans le comté de Châteauguay, dans la province de Québec toute la propriété et biens du dit feu Henry Bennie ont été confiés à William Wright et James M. Stewart en fidéi-commis, dans les lots suivants :

Que l'un des buts particulièrement désiré par le dit feu Henry Bennie, tel que mentionné dans son dit testament, était de convertir un certain morceau de terre en cimetière, faisant partie de sa dite propriété et décrit comme suit :

Cette partie du lot No 249, sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, dans le dit comté de Châteauguay, contenant un arpent de largeur sur toute la longueur comprise entre le chemin public de la concession de la Rivière Anglaise, Williamstown et la dite Rivière Anglaise ; borné comme suit : au nord-est par le chemin public de la dite concession de la Rivière Anglaise, Williamstown, au sud-ouest par la dite Rivière Anglaise, au sud-est par la partie du dit lot No 249, et au nord-ouest par un chemin.

1. The proposed name of the company is "The Gentleman's Clothing Company."

2. The chief place of business and head office of the company shall be in the city of Montreal.

3. The capital stock of said company shall be \$75,000, divided in 7,500 shares of \$10.00 each, wherefrom \$40,000 shall be common stock and \$35,000 shall be 6 p. c. accumulative preferred stock.

4. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To carry on business as retail dealers in clothing, hats, shoes and general merchandise, and as importers and manufacturers ;

(b) To buy, sell, trade and deal in all kinds of plant, and furniture necessary to carry out the premises ;

(c) To purchase, lease or acquire, and the same to sell, pledge or lease, any business or businesses within the objects of incorporation, as well as the "goodwill" or other assets of any such business or businesses ;

(d) To take, buy, acquire, hold, transfer, sell, dispose of, or assign any stock or shares in any company having in whole or in part objects similar to said company ;

(e) To carry on business as gentlemen's outfitters, furnishers, tailors, and to act as commission agents or manufacturers agents ;

(f) To control the retail sale of Semi-Ready Clothing, in the city of Quebec, and in that section of the city of Montreal, east of Saint Lawrence street ;

(g) To exercise all the powers of the joint stock companies and amendments acts :

5. The names in full, callings and addresses of the applicants are : Herbert A. Beatty, director ; William H. Wyman, manager ; Marcell J. Lachapelle, manager ; Joseph Foucher, merchant ; and A. George Brooke Claxton, advocate, all of the city of Montreal, and Gordon Renfrew, merchant ; James C. Wright, merchant ; Leopold Achille Roy, merchant ; Albert Arthur Roy, merchant ; Lucien Label, trader ; James Perry, Joseph Alphonse Raoul Bédard, Jean Louis Lavoie, Pierre Edgar Guy, Louis Gauthier, Joseph Edmond Talbot, Joseph Savard, Napoléon George Kirouac, Ulric Dalpy, Lucien Etienne Grondin, George Picard, traders, all of the city of Québec.

6. The first or provisional directors shall be the said Leopold Achille Roy, Albert Arthur Roy, E. Lucien Label, Marcell J. Lachapelle and A. George Brooke Claxton, all of whom are Her Majesty's subjects.

**MCCORMICK & CLAXTON,**

Attorneys for applicants.

Montreal, 27th December, 1900.

4538

Notice is hereby given that, under the last will and testament of the late Henry Bennie, of Très Saint-Sacrement, in the county of Châteauguay, in the province of Québec, William Wright and James M. Stewart, of the same place, were granted all the property and estate of the said late Henry Bennie in trust, for the purposes therein set forth ;

That one of the purposes particularly desired by the said late Henry Bennie, as shown in his said last will and testament was the making into a cemetery of a certain parcel of land, being part of his said property and described as follows :

That certain portion of lot No. 249, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Jean Chrysostome, in the said county of Châteauguay, containing one arpent in width by all the length which is comprised between the public road of the English River concession, Williamstown and the said English River ; bounded as follows : to the north east by the public road of the said English River concession, Williamstown, to the south west by the said English River, to the south east by part of said lot No. 249, and to the north west by a road.

Que les dits William Wright et James M. Stewart ont, de bonne foi, ont consenti par acte dudit morceau de terre à Robert E. Morris, George Robb, James Rorison, John Anderson, William Allan, John Carmichael, James McGregor Wylie, James Rorison, jr., et George Wright, tous de la dite paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, dans le dit comté de Chateauguay, pour en faire un cimetière en vertu de l'acte des cimetières.

Qu'il y a aucune opposition légale au dite morceau de terre.

Que le bureau de santé de la province a approuvé l'emploi du dit morceau de terre comme cimetière, et que le dit morceau de terre est convenable pour les fins de cimetière sur aucun terrain public.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS  
& HENEKER,  
Procureurs des requérants.

Montreal, 20 décembre 1900. 4447-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie proposée sera "The Shawinigan Falls Brick Manufacturing Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De manufacturer de la brique de toute sorte, pierre artificielle, tuyaux de drainage, ciment, bois, bois de construction et bois de corde, et de les vendre ; d'acquérir par achat ou autrement un étendue ou étendues de terre ou aucun intérêt sur icelles dans la province de Québec, pour les fins de la compagnie ; d'ériger ou acquérir tous moulins nécessaires, moulins à scie et machines, et aussi tous les biens et effets requis par la compagnie ; acheter ou acquérir aucune affaire ou affaires de même nature maintenant faites ou qui peuvent se faire à l'avenir dans les municipalités de Sainte-Flore et Saint-Boniface de Shawinigan, dans la province de Québec.

(b) De faire toutes choses en rapport aux susdits objets et pour la bonne administration des susdites fins.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera aux Chûtes Shawinigan, dans la municipalité de Saint-Boniface de Shawinigan, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie sera de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00.)

5° Le dit fonds social sera divisé en deux cent cinquante actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit : L. Benjamin Copeland, des cité et district des Trois Rivières, ingénieur ; John T. Peddie, des cité et district de Montréal dans la province de Québec, agent d'assurance ; Howard Murray, des cité et district de Montréal, commis ; Harry H. Bullock, des cité et district de Montréal, dans la province de Québec, commis ; Richard W. Douglas, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal, dans la province de Québec, secrétaire.

Les dits L. Benjamin Copeland, John T. Peddie et Richard W. Douglas seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie proposée, la majorité desquels sont sujets anglais.

SAUMAREZ CARMICHAEL,  
Solliciteur des requérants.

Montréal, 10 décembre 1900. 4289-3

That the said William Wright and James M. Stewart have, *bona fide*, executed a deed of the said parcel of land to Robert E. Morris, George Robb, James Rorison, John Anderson, William Allan, John Carmichael, James McGregor Wylie, James Rorison, jr., and George Wright, all of the said parish of Saint Jean Chrysostôme, in the said county of Chateauguay, to hold as a cemetery under the cemetery act.

That there is no lawful adverse claim to the said parcel of land.

That the provincial board of health have approved of the use of the said parcel of land as a cemetery, and that the said parcel of land is not objectionable for cemetery purposes on any public ground.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS  
& HENEKER,  
Attorneys for petitioners.

Montreal, 20th december, 1900, 4448

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, constituting the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the proposed company is to be "The Shawinigan Falls Brick Manufacturing Company."

2. The objects for which the incorporation is sought are :

(a) To manufacture bricks of all kinds, artificial stone, drain-pipes, cement, timber, lumber and cordwood and to sell the same ; to acquire by purchase or otherwise, a tract or tracts of land or any interest therein in the province of Quebec, for the purposes of the company, to erect or acquire all necessary mills, saw mills and machinery and also all goods, chattels and effects required by the company ; to purchase and acquire any business or businesses of a like nature now being carried on or which may hereafter be carried on in the municipalities of Sainte Flore and of Saint Boniface de Shawinigan, in the province of Quebec.

(b) To do any and all things incidental to and for the proper and efficient discharge of any and all of the above purposes.

3. The chief place of business of the said company is to be at Shawinigan Falls, in the municipality of Saint Boniface de Shawinigan, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock of the said company is to be twenty-five thousand dollars (\$25,000.00.)

5. The said capital stock will be divided into two hundred and fifty shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : L. Benjamin Copeland, of the city and district of Three Rivers, engineer ; John T. Peddie, of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, insurance agent ; Howard Murray, of the city and district of Montreal, clerk ; Harry H. Bullock, of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, clerk ; Richard W. Douglas, of the town of Westmount, in the district of Montreal, in the province of Quebec, secretary.

The said L. Benjamin Copeland, John T. Peddie and Richard W. Douglas are to be the first or provisional directors of the said proposed company, of whom the majority are british subjects.

SAUMAREZ CARMICHAEL,  
Solicitor for applicants.

Montreal, 10th December, 1900. 4290

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant Hector Prevost, courtier; Edward J. Major, manufacturier; Raymond Auzias Turenne, gentilhomme; James M. Mitchell, agent d'immeubles, et John Murphy, courtier, tous des cité de Montréal, et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé sous le nom de "The Hector Prevost Co., Ltd."

Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont comme suit :

Les affaires en général de douane et d'exportation, emmagasinage, transport et avance sur marchandises.

La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

Le montant proposé du fonds social est de \$10,000, divisé en cent actions de cent piastres chacune.

Les premiers directeurs de la compagnie seront les susdits Hector Prevost, Edward J. Major et John Murphy.

McGIBBON, CASGRAIN,  
RYAN & MITCHELL,  
Solliciteurs des dits requérants.  
Montréal, 15 décembre 1900. 4433-3

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'une licence a été accordée par l'Honorable Secrétaire Provincial, à "The Canadian Birkbeck Investment and Savings Company," pour faire les affaires d'une compagnie de prêts et placements, dans la province de Québec.

Le principal agent et procureur de la compagnie dans la province de Québec, est J. R. Adamson, de la cité de Montréal.

F. W. G. FITZGERALD,  
Directeur gérant.  
4247-4

Puissance du Canada, }  
Province de Québec. } *Cour Supérieure.*  
District électoral de Bagot.

District judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Avis est par le présent donné qu'une pétition a été présentée en vertu de l'acte des élections fédérales contestées, contre l'élection de Joseph Edmond Marcile, écuyer, comme membre du parlement du Canada, représentant le district électoral de Bagot.

Daté à Saint-Hyacinthe, ce vingt décembre mil neuf cent.

(Signé) JOS. PILON,  
Officier-rapporteur.  
4493-2

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honour the Lieutenant Governor in Council, for a charter under the provisions of the joint stock companies act, to incorporate Hector Prevost, broker; Edward J. Major, manufacturer; Raymond Auzias Turenne, gentlemen; James M. Mitchell, real estate agent, and John Murphy, broker, all of the city of Montreal, and such other persons as may hereafter become shareholders of the proposed company as a body politic and corporate under the name of "The Hector Prevost Co., Ltd."

The objects for which the incorporation is sought are the following :

General custom house and forwarding business warehousing, carting and advancing of merchandise.

The place selected as the principal place of business of the company is the city of Montreal.

The proposed amount of its capital stock is \$10,000, divided in one hundred shares of one hundred dollars each.

The first directors of the company will be the aforesaid Hector Prevost, Edward J. Major and John Murphy.

McGIBBON, CASGRAIN,  
RYAN & MITCHELL,  
Solicitors for said applicants.  
Montreal, 15th December, 1900. 4434

NOTICE.

Notice is hereby given that a license has been granted by the Honourable the Provincial Secretary to the Canadian Birkbeck Investment and Savings Company, to transact the business of a loan and investment company, in the province of Quebec.

The principal agent and attorney of the company in the province of Quebec, is J. R. Adamson, of the city of Montreal.

F. W. G. FITZGERALD,  
Managing director.  
4248

Dominion of Canada, }  
Province of Québec. } *Superior Court.*  
Electoral district of Bagot.

Judicial district of Saint Hyacinth.

Notice is hereby given that a petition has been filed in virtue of the contraverted federal election act, against the election of Joseph Edmond Marcile, esquire, as a member of the parliament of Canada, representing the electoral district of Bagot.

Dated at Saint Hyacinth, this twentieth of December, one thousand nine hundred.

(Signed) JOS. PILON,  
Returning officer.  
4494

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

SECTION DE SAINT-FRANÇOIS.—SECTION OF SAINT FRANCIS.

Candidats à la pratique du droit.—Candidates to practice of law.

Examens de janvier 1901.—January examinations, 1901.

Noms. Names.	Prénoms. Surnames.	Age.	Résidence.
McCabe . . . .	Edward Patrick Frederick . .	Plus de 21 ans.—More than 21 years.	Windor Mills.
Paquette . . . . .	Arthur Ernest . . . . .	" " " "	Coaticook.

## BARREAU DE QUEBEC.—BAR OF QUEBEC.

## SECTION DE BEDFORD.—BEDFORD SECTION.

Examens de janvier 1901.—January examinations, 1901.

Candidat à la pratique.—Candidate to the practice of law.

Nom.—Name.	Prénoms.—Surnames.	Age.	Résidence.
Carter.....	William Frederick.....	26 ans—years .....	Cowansville.

Sweetsburg, 23 décembre—23rd December, 1900.

A. J. E. LEONARD,  
 Secrétaire du Barreau de Bedford.  
 Secretary of the Bar of Bedford.  
 4479-80-2

## BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

CANDIDATS A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens du 8 janvier 1901.—Examinations of the 8th January, 1901.

Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.
Archambault .....	Chs. F. Aug.....	23	Montréal.
Béanger.....	Ls Charles.....	25	Iberville.
Bérard.....	Jos. Barthélémy.....	Plus de—more of 21	Montréal.
Bercovitch .....	Peter .....	23	"
Blondin .....	Ls C.....	27	Saint-François du Lac.
Casavant.....	G. Alfred .....	23	Montréal.
Charbonneau .....	Jean J. B.....	25	"
Chauvin.....	Henry Noël.....	Plus de—more of 21	"
Chicoine .....	Wilfrid .....	29	Saint-Hyacinthe.
Dion.....	J. A. Eléodore.....	21	Montréal.
Drouin.....	J. Philibert .....	Plus de—more of 21	"
Dubeau.....	J. Adélaré .....	27	Joliette.
Ducharme .....	J. P. Léon.....	Plus de—more of 21	Montréal.
Garneau .....	Léon.....	22	"
Guerin.....	Léopold.....	Plus de—more of 21	"
Hains.....	Henri .....	" "	"
Joloin.....	Tancrède.....	25	Boucherville.
Lefebvre.....	Léon Jos.....	29	Montréal.
Lyon.....	Lawrence Mad.....	21	"
MacAlister .....	Alex. W. G.....	Plus de—more of 21	"
Paquette.....	Arthur Ernest.....	" "	Coaticook.
Patterson .....	Wm .....	" "	Montréal.
Pauzé.....	J. Xiste.....	" "	"
Pelland.....	Jos. Alfred.....	" "	"
Rinfret.....	Thibaudeau.....	" "	"
Semple.....	G. Hugh.....	" "	"
Thomson.....	Arthur B.....	" "	"
Tracey.....	Wm. Cahill.....	27	Sherbrooke.
Trihey.....	Harry.....	Plus de—more of 21	Montréal.
Whelan.....	Joseph.....	" "	"

EDMOND BROSSARD,  
 Secrétaire, Barreau de Montréal.  
 Secretary, Bar of Montreal.

## SECTION DE QUEBEC.—SECTION OF QUEBEC.

EXAMENS DE JANVIER 1901.—JANUARY EXAMINATIONS, 1901.

Candidats à la pratique.—Candidates to the practice.

Noms.—Names.	Prénoms.—Surnames.	Age.	Domicile.—Residence.
Fortier .....	Hughes .....	Plus de—Over of 21.....	Sainte-Marie, Beauce.
Dufour .....	François Xavier.....	do do .....	Saint-Philippe de Néri.
Bolduc.....	Auguste .....	do do .....	Saint-Victor de Tring.

CHARLES DEGUISE,

Sec. B. Q.

4487-88-2

Québec, 24 décembre 1900—24th December, 1900.

## SECTION DU DISTRICT D'OTTAWA.—SECTION OF THE DISTRICT OF OTTAWA.

CANDIDAT POUR ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATE FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens du 8 janvier 1901.—8th January examinations, 1901.

Nom.— Name.	Prénoms.— Surnames.	Age.	Residence.	Collège.
1 LeDuc...	Lorenzo A.	26 ans—years..	Hull.....	Université Laval de—of Montreal.

H. A FORTIER,

Secrétaire du Barreau de la section du district d'Ottawa.

Secretary of the Bar of the section of the district of Ottawa.

4483-4-2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Dame Agnès Huette dit Dulude, de la paroisse de  
Saint-Basile le Grand, dans le district de Mont-  
réal, épouse commune en biens de Victor Dérageon  
dit Lafrance, du même lieu, dûment autorisée à  
ester en justice ; Demanderesse ;

vs.

Victor Dérageon dit Lafrance, cultivateur, du même  
lieu, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a, ce jour, été  
institué par la demanderesse, contre le défendeur.

GONZALVE DESAULNIERS,

Procureur de la demanderesse

Montréal, 26 décembre 1900. 4477-2

Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
No 758.

Dame Marie Blanche Antoinette Desautels, de la  
cité de Sherbrooke, épouse commune en biens de  
Allen F. Malouin, maçon, de la dite cité, et auto-  
risée par un des juges de la cour supérieure,  
siégeant dans le dit district, à ester en justice  
pour intenter et poursuivre la présente action,  
Demanderesse ;

vs

Le dit Allen F. Malouin, de la cité de Sherbrooke,  
dans le district de Saint-François, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée  
en cette cause le 22e jour de décembre courant.

PANNETON &amp; LEBLANC,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 27 décembre 1900. 4539-2

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
Dame Agnès Huette dit Dulude, of the parish of  
Saint-Basile le Grand, in the district of Montreal,  
wife common as to property of Victor Dérageon dit  
Lafrance, of the same place, duly authorized to  
ester en justice, Plaintiff ;

vs.

Victor Dérageon dit Lafrance, farmer, of the same  
place, Defendant.  
An action in separation as to property has, this  
day, been instituted by plaintiff, against defendant.

GONZALVE DESAULNIERS,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 26th December, 1900. 4478

Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
No. 758.

Dame Marie Blanche Antoinette Desautels, of the  
city of Sherbrooke, wife common as to property  
of Allen F. Malouin, mason, of the said city, and  
authorized by a judge of the superior court,  
sitting in the said district, to ester en justice, for  
all the purposes of the present action,  
Plaintiff ;

vs

The said Allen F. Malouin, of the city of Sherbrook,  
in the district of Saint Francis, Defendant.

An action in separation of property has been  
instituted in this cause, on the 22nd day of  
December, 1900.

PANNETON &amp; LEBLANC,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrook, 27th December, 1900. 4540

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 1022.

Dame Emélie Séguin dit Charron, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux Daniel McCurdy *alias* McCarthy, journalier, du village de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, district de Montréal.

CHARBONNEAU & PELLETIER,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 29 novembre 1900. 4455-2

Province de Québec, }  
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
 No 730.

Dame Mary H. Cook, épouse commune en biens de John Henry Taylor, de la ville de Cookshire, dans le district de Saint-François, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

CATE, WELLS & WHITE,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Sherbrooke, 30 novembre 1900. 4491-2

*Cour Supérieure—District d'Ottawa.*  
 No 111.

Dame Philomène Jeannotte dit Lachapelle, du canton Clyde, mission de la Conception, district d'Ottawa, épouse commune en biens de Frédéric Nault, commerçant de bois et cultivateur, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

PRÉVOST, DE MARTIGNY & GAMBLE,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Hull, 6 octobre 1900. 4187-5

Province de Québec, }  
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*  
 No 680.

Dame Marie Anne Montpetit, de la ville de Salaberry de Valleyfield, dit district, autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, François Xavier Houle, boulanger, du même lieu.

BROSSOIT & BROSSOIT,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Beauharnois, 4 décembre 1900. 4221-5

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*

Dame Delphine Sénécal, épouse commune en biens de Abel Prevost, contracteur, de la paroisse de Sainte-Geneviève, dans le district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit mari.

EMARD & TASCHEREAU,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 4 décembre 1900. 4145-6

*District de Montréal.—Cour Supérieure.*  
 No 690.

Dame Elize Paré, de Montréal, district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Jetté, commerçant, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

RENAUD & BOISSONNAULT,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 10 décembre 1900. 4361-3

*District de Montréal.—Cour Supérieure.*  
 No 2574.

Dame Marie-Louise Trudeau, de Montréal, district de Montréal, épouse commune en biens de J. Albert Labossière, gentleman, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

RENAUD & BOISSONNAULT,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 10 décembre 1900. 4363-3

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 1022.

Dame Emélie Seguin dit Charron, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband Daniel McCurdy *alias* McCarthy, laborer, of the village of Saint Joachim de la Pointe Claire, district of Montreal.

CHARBONNEAU & PELLETIER,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 29th November, 1900. 4456

Province of Quebec, }  
 District of Saint Francis } *Superior Court.*  
 No. 730.

Dame Mary H. Cook, wife common as to property of John Henry Taylor, of the town of Cookshire, in the district of Saint Francis, has, this day, instituted an action of separation as to property against her said husband.

CATE, WELLS & WHITE,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Sherbrooke, 30th November, 1900. 4492

*Superior Court—District of Ottawa.*  
 No. 111.

Dame Philomène Jeannotte dit Lachapelle, of the township Clyde, mission of the Conception, district of Ottawa, wife common as to property of Frédéric Nault, lumberman and farmer, has sued, this day, her husband for separation as to property.

PRÉVOST, DE MARTIGNY & GAMBLE,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Hull, 6th October, 1900. 4188

Province of Quebec, }  
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*  
 No. 680.

Dame Marie Anne Montpetit, of the town of Salaberry de Valleyfield, said district, duly authorized has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, François Xavier Houle, baker, of the same place.

BROSSOIT & BROSSOIT,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Beauharnois, 4th December, 1900. 4222

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Delphine Sénécal, wife common as to property of Abel Prevost, contractor, of the parish of Sainte Geneviève, in the district of Montreal, has, this day, sued her said husband for separation as to property.

EMARD & TASCHEREAU,  
 Attorneys for the plaintiff.  
 Montreal, 4th December, 1900. 4146

*District of Montreal.—Superior Court.*  
 No. 690.

Dame Elize Paré, of Montreal, district of Montreal, wife common as to property of Louis Jetté, trader, of the same place, has, this day, instituted an action for separation of property against her said husband.

RENAUD & BOISSONNAULT,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 10th December, 1900. 4362

*District of Montreal.—Superior Court.*  
 No. 2574.

Dame Marie Louise Trudeau, of Montreal, district of Montreal, wife common as to property of J. Albert Labossière, gentleman, of the same place, has, this day, intited an action for separation of property against her said husband.

RENAUD & BOISSONNAULT,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 10th December, 1900. 4364

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 1702.

Dame Charlotte M. Patterson, de la ville de Westmont, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de William G. Walsh, de la ville de Lachine, dit district, tonnelier, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs  
Le dit William G. Walsh, Défendeur ;

et  
Henry Walsh, des cité et district de Montréal, marchand, Mis en cause.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

HENRY TUCKER,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 6 décembre 1900. 4367.3

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 1368.

Dame Alphonsine Desrosiers, épouse commune en biens de Elzéar Courval, architecte, tous deux des cité et district de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

A. W. PAPILLON,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 19 novembre 1900. 4179.5

Province de Québec, }  
District de Joliette. } *Cour Supérieure*  
No 3209.

Dame Exilda Tessier dit Lavigne, de la ville de Joliette, district de Joliette, épouse commune en biens de Damase Pierre Riopel, gérant de manufacture, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

J. M. TELLIER,

Avocat et procureur de la demanderesse.

Joliette, 26 décembre 1900. 4527-2

### Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Xavier Savard, Saint-Félicien, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 28 décembre 1900, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi, dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Quebec, 2 janvier 1901. 19

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. C. Hague, Failli.

Avis est par le présent donné que le vingt-septième jour de décembre 1900, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens du susdit failli.

Les réclamations doivent être déposées dans mon bureau, 180, rue Saint-Jacques, Montréal, sous trente jours de la date de cet avis.

HENRY UPTON,

Curateur.

HENRY UPTON, comptable,  
180, rue Saint-Jacques, Montréal.  
Montréal, 29 décembre 1900. 9

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1702.

Dame Charlotte M. Patterson, of the town of Westmont, in the district of Montreal, wife common as to property of William G. Walsh, of the town of Lachine, in said district, cooper, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs  
Said William G. Walsh, Defendant ;

and  
Henry Walsh, of the city and district of Montreal, merchant, Mis en cause.

An action in separation as to property has, this day, been instituted by plaintiff against defendant.

HENRY TUCKER,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 6th December, 1900. 4368

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court:*  
No. 1368.

Dame Alphonsine Desrosiers, wife common as to property of Elzéar Courval, architect, both of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against his said husband.

A. W. PAPILLON,

Attorney for the plaintiff.

Montreal, 19th November, 1900. 4180

Province of Quebec, }  
District of Joliette. } *Superior Court.*  
No. 3209.

Dame Exilda Tessier dit Lavigne, of the town of Joliette, district of Joliette, wife common as to property of Damase Pierre Riopel, manager of manufacture, of the same place, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

J. M. TELLIER,

Attorney for plaintiff.

Joliette, 26th December, 1900. 4528

### Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*

In the matter of Xavier Savard, St. Felicien, Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 28th December, 1900, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me, within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 2nd January 1901. 20

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of J. C. Hague, Insolvent.

Notice is hereby given that on the twenty-seventh day of December, 1900, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the above named insolvent.

Claims must be filed at my office, 180, Saint James street, Montreal, within thirty days from the date hereof.

HENRY UPTON,

Curator.

HENRY UPTON, accountant,  
180, Saint James street,  
Montreal, 29th December, 1900. 10

Province de Québec, }  
 District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Eug. Guay, Fils, Saint-Jérôme.  
 Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 28 décembre 1900, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession. Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie Richelieu.  
 Québec, 2 janvier 1901. 17

Province de Québec, }  
 District de Québec. }  
 Dans l'affaire de Michaud & Gauvin, marchands,  
 Québec, Insolvable.

Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 21 janvier 1901, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,  
 Curateur.

Bureau : 44 rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie Richelieu.  
 Québec, 2 janvier 1901. 15

Province de Québec, }  
 District du Saguenay. }  
 Dans l'affaire de Dominique Tremblay, marchand  
 Les Eboulements, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 23 janvier 1901, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,  
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie du Richelieu.  
 Québec, 2 janvier 1901. 13

Province de Québec, }  
 District de Kamouraska. }  
 Dans l'affaire de D. E. Morin & Cie, Notre-Dame  
 du Lac, Insolvable.

Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 25 janvier 1901, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,  
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie Richelieu.  
 Québec, 2 janvier 1901. 11

### Règle de Cour

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
 No 1459.

Dame Julia Farrell, de la cité et du district de Montréal, épouse d'Owen McGarragher, ci-devant de Sainte-Justine de Newton, dans le comté de Vaudreuil, dans le district de Montréal, cultivateur, mais maintenant de pays inconnus, la dite Dame Julia Farrell dûment autorisée par jugement aux fins des présentes,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Owen McGarragher, Défendeur ;

et

La Banque d'Épargne, de la cité et du district de Montréal, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans la cité et le district de Montréal, Mise en cause.

Province of Quebec, }  
 District of Chicoutimi. } *Superior Court.*  
 On the matter of Eug. Guay, Fils, Saint Jerome  
 Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 28th December, 1900, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,  
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.  
 Quebec, January 2nd. 1901. 18

Province of Quebec, }  
 District of Québec. }  
 In the matter of Michaud & Gauvin, merchants,  
 Québec, Insolvents.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 21st January, 1901, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
 Quebec, 2nd January, 1901. 16

Province of Quebec, }  
 District of Saguenay. }  
 In the matter of Dominique Tremblay, merchant,  
 Les Eboulements, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 23th January, 1901, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
 Quebec, 2nd January, 1901. 14

Province of Quebec, }  
 District of Kamouraska. }  
 In the matter of D. E. Morin & Cie, Notre Dame  
 du Lac, Insolvents.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 25th January, 1901, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
 Quebec, 2nd January, 1901. 12

### Rule of Court

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 1459.

Dame Julia Farrell, of the city and district of Montreal, wife of Owen McGarragher, formerly of Sainte Justine de Newton, in the county of Vaudreuil, in the district of Montreal, farmer, but now of parts unknown, the said Dame Julia Farrell, duly authorized by judgment for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs

The said Owen McGarragher, Defendant ;

and

The Montreal city and district Saving Bank, a body politic and corporate, having its principal office and place of business in the city of Montreal, said district, *Mise en cause.*

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée contre le défendeur en cette cause, le 5 décembre courant.

Il est ordonné au défendeur de comparaître dans le mois.

L. D. GAREAU,  
Député P. C. S.  
4359-3

Montréal, 10 décembre 1900.

An action in separation as to bed and board has been issued against the said defendant, the fifth December instant.

The defendant is ordered to appear within one month.

L. D. GAREAU,  
Deputy P. S. C.  
4360

Montreal, 10th December, 1900.

### Ventes par le Sherif—Arthabaska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } DAME GERTRUDE  
No 134. } DGAUTHIER ET VIR.,  
Demandeurs; contre COLBERT MARCHAND, du  
canton de Blandford, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans le douzième rang du canton de Blandford, étant les numéros vingt-un b, vingt-deux a et vingt-deux b, du cadastre officiel pour le dit douzième rang du dit canton de Blandford—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Louis de Blandford, le SIXIÈME jour de FEVRIER prochain, à MIDI.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaskaville, 2 janvier 1901. 71  
[Première publication, 5 janvier 1901.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } BENONI CHAMPAGNE,  
No 77. } B Demandeur ; contre  
USTAZARDE BRISSON, Défendeur.

Une terre dans le troisième rang du canton de Bulstrode, maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bulstrode, sous le numéro cent quatre-vingt-six (186), contenant environ cent acres de terre en superficie.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Rosaire, le SEIZIÈME jour de JANVIER prochain, 1901, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaskaville, 12 décembre 1900. 4309-2  
[Première publication, 15 décembre 1900.]

### Ventes par le Shérif—Beauce

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } PHILEMON POIRIER, De-  
No 3137. } P mandeur ; contre JOSEPH  
PROVOST, Défendeur, savoir :

Un emplacement situé en le village de Saint-Joseph de la Beauce, de la contenance de cinquante-six pieds de front sur cent pieds de profondeur, plus ou moins, maintenant connu et désigné sous le numéro cinq cent trente-neuf (539), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph de la Beauce—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } DAME GERTRUDE  
No. 134. } DGAUTHIER ET VIR.,  
Plaintiffs; against COLBERT MARCHAND, of  
the township of Blandford, Defendant.

A lot of land lying and situate in the twelfth range of the township of Blandford, being numbers twenty-one b, twenty-two a and twenty-two b of the official cadastre for the said twelfth range of said township of Blandford—with the buildings thereon erected and made.

To be sold at the parochial church door of Saint Louis of Blandford, on the SIXTH day of FEBRUARY next, at NOON.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.  
Arthabaskaville, 2nd January, 1901. 72  
[First published, 5th January, 1901.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit ; } BENONI CHAMPAGNE,  
No. 77. } B Plaintiff ; against  
USTAZARDE BRISSON, Defendant.

A piece of land in the third range of the township of Bulstrode, now known and described on the official plan and book of reference for the township of Bulstrode, under number one hundred and eighty-six (186), containing about one hundred acres of land in superficies.

To be sold at the parochial church door of Saint Rosaire, on the SIXTEENTH day of JANUARY next, 1901, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.  
Arthabaskaville, 12th December, 1900. 4310  
[First published, 15th December, 1900]

### Sheriff's Sales—Beauce

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } PHILEMON POIRIER, Plain-  
No. 3137. } P tiff ; against JOSEPH PRO-  
VOST, Defendant.

A land situate in the village of Saint Joseph de la Beauce, containing fifty-six feet in front by one hundred feet in depth, more or less, now known and described as number five hundred and thirty-nine (539), of the official cadastre of the parish of Saint Joseph de la Beauce—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, en le village de Saint-Joseph de la Beauce, le SEIZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Village Saint-Joseph, Beauce, 10 décembre 1900. 4267-2

[Première publication, 15 décembre 1900.]

To be sold in the sheriff's office, in the court house, in the village of Saint Joseph de la Beauce, on the SIXTEENTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER

Sheriff's office, Sheriff.  
Village of Saint Joseph, Beauce, 10th December, 1900. 4268

[First published, 15th December, 1900.]

### Ventes par le Shérif—Beauharnois

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Province de Québec, } NARCISSE PAPI-  
District de Beauharnois. } NEAU, Deman-  
No 259. } deur; contre FRAN-  
COIS-XAVIER HOULE, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement situé dans la ville de Salaberry de Valleyfield, sur la rue "Chemin de Larocque", connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Salaberry de Valleyfield, sous les numéros deux cent quarante-deux et deux cent quarante-trois (Nos 242 et 243)—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Cécile, JEUDI, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Beauharnois, 10 décembre 1900. 4307-2

[Première publication, 15 décembre 1900.]

### Ventes par le Shérif—Bedford

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Province de Québec, } LE CREDIT FONCIER  
District de Bedford. } FRANCO-CANADIEN,  
No 2310. } corps politique et incor-

poré, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demandeur; contre les meubles et immeubles de JOSEPH PEPIN, du village de Knowlton, dans le comté de Brome et district de Bedford, Défendeur.

Ce morceau de terre formant partie du lot numéro huit, dans le huitième rang, subdivision primitive, du canton de Brome, comté de Brome et district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Brome, sous le neuf cent quatre-vingt-un (981), et contenant 60 86/100 acres, moins 1 35/100 acres appartenant à la compagnie de chemin de fer S. E.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard de Knowlton, dans le village de Knowlton et district de Bedford, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 11 décembre 1900. 4291-2

[Première publication, 15 décembre 1900.]

### Sheriff's Sales—Beauharnois

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Province of Quebec, } NARCISSE PAPI-  
District of Beauharnois. } NEAU, Plaintiff;  
No. 259. } against FRANCOIS  
XAVIER HOULE, Defendant.

A lot of land situate and being in the town of Salaberry de Valleyfield, on the "Larocque Road" street, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Salaberry de Valleyfield as numbers two hundred and forty-two and two hundred and forty-three (Nos 242 and 243)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Cécile, on THURSDAY, the SEVENTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Beauharnois, 10th December, 1900. 4308

[First published, 15th December, 1900.]

### Sheriff's Sales—Bedford

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Province of Quebec, } LE CREDIT FONCIER  
District of Bedford. } FRANCO CANADIEN,  
No. 2310. } a body corporate and politic,

and having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the goods and lands of JOSEPH PEPIN, of the village of Knowlton, in the county of Brome and district of Bedford, Defendant.

That certain piece of land forming part of lot number eight, in the eighth range, primitive subdivision of the township of Brome, county of Brome and district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Brome, as number nine hundred and eighty-one (981), and containing 60 86/100 acres, less 1 35/100 acres owned by S. E. Railway Company.

To be sold at the parish church door of Saint Edouard of Knowlton, in the village of Knowlton and district of Bedford, on the NINETEENTH day of JANUARY next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sweetsburg, 11th December, 1900. 4292

[First published, 15th December, 1900.]

## Ventes par le Shérif—Chicoutimi

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.—District de Chicoutimi.*

Chicoutimi, à savoir : } JOSEPH ALPHONSE  
No 5340. } THEOPHILE BRUNELLE, commis marchand, de la cité de Montréal, Demandeur ; contre JOS. ARTHUR RIVARD, de la ville de Chicoutimi, Défendeur.

Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie des lots connus et désignés au cadastre officiel pour le quartier centre de la ville de Chicoutimi, sous les numéros deux cent vingt-cinq et deux cent vingt-huit, lequel mesure quarante-deux pieds de largeur sur soixante et quinze pieds de profondeur courant nord, de mesure précise à la mesure anglaise, et est borné comme suit : au nord au terrain de Victor Lemaitre, à l'est par une ligne distante de trente-trois pieds courant est, de la ligne de division entre les dits lots deux cent vingt-cinq et deux cent vingt-huit, au sud par le terrain réservé pour la rue Racine, et à l'ouest par une autre ligne aussi parallèle à la ligne de division sus-mentionnée et distante de neuf pieds d'icelle courant ouest—avec bâtisses et toutes dépendances.

Pour être vendu au bureau du sousigné, au palais de justice, à Chicoutimi, le SEPTIEME jour du mois de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif.

Chicoutimi, 31 décembre 1900.

[Première publication, 5 janvier 1901.]

Shérif.

27

## FIERI FACIAS DE TERRIS:

*Cour Supérieure.—Chicoutimi.*

Chicoutimi, à savoir : } JOSEPH ELZEAR BE-  
No 579. } DARD, de la paroisse de Sainte-Foye, Ernest Hamel et Henri Hamel, de la cité de Québec, marchands, faisant affaires comme tels, à Québec, en société, sous la raison sociale de Jos. Hamel & Cie., Demandeurs ; contre EUGENE GUAY, de la paroisse de Saint-Jérôme, dans le district de Chicoutimi, Défendeur.

Un emplacement située dans le village de Saint-Jérôme, dans le comté du Lac Saint-Jean, de la contenance de trois quarts d'arpent en superficie, plus ou moins, faisant partie du lot numéro quarante-six, du premier rang du canton Caron, suivant la division primitive et maintenant faisant partie du numéro quarante-six A, du cadastre du premier rang du dit canton de Caron ; lequel emplacement est borné à l'ouest à la route de l'église, à l'est à la levée de la berge de la rivière Kouspiganish, au sud à l'emplacement de Damase Jalbert, et au nord à l'emplacement de Alfred Fortin—avec maison et autres bâtisses dessus construites et toutes circonstances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Jérôme, le SEPTIEME jour du mois de FEVRIER prochain (1901), à DIX heures de l'avant-midi.

O. BOSSE.

Bureau du Shérif,

Chicoutimi, 31 décembre 1900.

[Première publication, 5 janvier 1901.]

Shérif.

25

## Sheriff's Sales—Chicoutimi

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court—District of Chicoutimi.*

Chicoutimi, to wit : } JOSEPH ALPHONSE  
No. 5340. } THEOPHILE BRUNELLE, merchant's clerk, of the city of Montreal, Plaintiff ; against JOS. ARTHUR RIVARD, of the town of Chicoutimi, Defendant.

All that lot of land forming part of the lots known and described on the official cadastre of the centre ward of the town of Chicoutimi, as numbers two hundred and twenty-five and two hundred and twenty-eight, which measures forty-two feet in width by seventy-five feet in depth, running north of exact english measure, and is bounded as follows : on the north by the lot of Victor Lemaitre, on the east by a line distant thirty-three feet running east, from the line of division between the said lots two hundred and twenty-five and two hundred and twenty-eight, on the south by the land reserved for Racine street, and on the west by another line also parallel to the line of division above mentioned and distant nine feet therefrom running west—with buildings and all dependencies.

To be sold at the office of the undersigned, in the court house, at Chicoutimi, on the SEVENTH day of the month of FEBRUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSE,

Sheriff's Office,

Chicoutimi, 31st December, 1900.

[First published, 5th January, 1901.]

Sheriff.

28

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court—Chicoutimi.*

Chicoutimi, to wit : } JOSEPH ELZEAR BE-  
No. 579. } DARD, of the parish of Saint Foye, Ernest Hamel and Henri Hamel, of the city of Quebec, merchants, doing business as such at Quebec, in partnership, under the style and firm of Jos. Hamel & Co., Plaintiffs ; against EUGENE GUAY, of the parish of Saint Jerome, in the district of Chicoutimi, Defendant.

A lot situate in the village of Saint Jerome, in the county of Lake Saint John, containing three quarters of an arpent in area, more or less, forming part of lot number forty-six, of the first range of the township Caron, according to the primitive division, and now forming part of number forty six A, of the cadastre of the first range of the said township of Caron ; which lot is bounded on the west by the church road, on the east by the levée of the bank of the river Kouspiganish, on the south by the lot of Damase Jalbert, and on the north by the lot of Alfred Fortin—with house and other buildings thereon erected and all circumstances.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jerome, on the SEVENTH day of the month of FEBRUARY next (1901), at TEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSE,

Sheriff's Office,

Chicoutimi, 31st December, 1900.

[First published, 5th January, 1901.]

Sheriff.

26

## Ventes par le Shérif—Montreal

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## Sheriff's Sales—Montreal

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **JEAN S. LAVERY**, comptable, de la cité de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tènements de **JOHN H. SYKES**, des cité et district de Montréal, Défendeur.

1° Un emplacement étant composé de tout le lot de subdivision numéro quatre-vingt-cinq et la partie sud-est du lot de subdivision numéro quatre-vingt-trois, tous deux sur le plan de subdivision et au livre de renvoi dûment faits et déposés du lot numéro douze cent trois, sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, dans la cité de Montréal, la dite partie sud-est du dit lot numéro douze cent trois (1203-83), contenant quatre pieds de largeur sur la profondeur totale du dit lot, et borné en front par la rue Berri, en arrière par une ruelle, au nord-ouest par le résidu du dit lot numéro douze cent trois (1203-83), et au sud-est par le dit lot numéro douze cent trois (1203-85), le dit emplacement contenant trente-six pieds de largeur, mesure anglaise, plus ou moins, et borné en front par la rue Berri, en arrière partie par une ruelle et partie par le lot numéro douze cents (1200), au nord-ouest par le résidu du dit lot numéro douze cent trois (1203-86)—avec une maison lambrissée en briques et autres bâtisses sus-érigées, avec le droit de se servir de la dite ruelle en arrière en commun avec les autres personnes y ayant droit, circonstances et dépendances.

2° Les lots de subdivision numéros soixante et dix, soixante et onze et soixante et douze (70, 71 et 72), du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, sous le numéro officiel huit cent quarante-neuf (849-70, 849-71 et 849-72) ; bornés en front par la rue Saint-Christophe—avec les maisons, salage en pierre et lambrissées en brique et autres bâtisses dessus construites, portant les numéros civiques 252, 254 et 256 de la dite rue.

Lesquels susdits derniers lots forment qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 27 décembre 1900. Shérif. 5  
[1<sup>re</sup> publication, 5 janvier 1901.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **MESSIEURS BEAUDIN, M. CARDINAL, LORANGER & ST. GERMAIN**, de la cité et du district de Montréal, avocats, sur distraction de frais, Demandeurs ; contre les terres et tènements de **JOSEPH ALBERT MORIN**, architecte, du même lieu, Défendeur, dans une certaine cause où le dit J. A. Morin était demandeur, et Joseph Robert, de la cité de Sainte-Cunégonde, était défendeur.

Saisi comme appartenant au dit Joseph Albert Morin, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la partie nord-est du lot numéro deux mille cinq cent quarante-neuf (2549), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, laquelle partie de lot de terre est bornée comme suit : en front par la rue Manufacture, en arrière par le résidu du dit lot numéro deux mille cinq cent quarante-neuf (2549), des dits plans, d'un côté par l'autre partie du dit lot numéro deux mille cinq cent quarante-neuf (2549), des susdits plans, et appartenant à Octave Morin, et de l'autre côté au nord-est par une lisière de six pieds de largeur, étant le résidu nord-est du dit lot numéro deux mille cinq cent quarante-neuf (2549), et appartenant aux enfants de Louis Jacques, lequel résidu ou lisière de six pieds est borné du côté nord-est par partie du lot numéro

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **JEAN S. LAVERY**, accountant, of the city of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **JOHN H. SYKES**, of the city and district of Montreal, Defendant.

1. An emplacement being composed of the whole of subdivision lot number eighty-five and the south east part of subdivision lot number eighty-three, both on the subdivision plan and book of reference duly made and filed of lot number twelve hundred and three, on the official plan and book of reference for the Saint James ward, in the city of Montreal, said south east part of said lot number twelve hundred and three (1203-83), containing four feet in width by a total depth of said lot, and bounded in front by Berri street, in rear by a lane, to the north-west by the remainder of said lot number twelve hundred and three (1203-83), and to the south east by said lot number twelve hundred and three (1203-85), said emplacement contains thirty-six feet in width, english measure, more or less, and is bounded in front by Berri street, in rear partly by a lane and partly by lot number twelve hundred (1200), to the north west by the remainder of said lot number twelve hundred and three (1203-86)—with a brick encased house and other erections thereon ; with the right of use of said lane in rear in common with others having rights therein, with all and every the members and appurtenances thereto belonging to it.

2. The subdivision lots numbers seventy, seventy-one and seventy-two (70, 71 and 72), of official lot known and designated on the official plan and book of reference of Saint James ward, in the city of Montreal, in the district of Montreal, under the official number eight hundred and forty-nine (849-70, 849-71 and 849-72) ; bounded in front by Saint Christophe street—with houses, stone foundations cased with brick and others buildings thereon erected, bearing the civic numbers 252, 254 and 256, of the said street.

The aforesaid last lots forming but one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of FEBRUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 27th December, 1900. Sheriff. 6  
[First published, 5th January, 1901.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **MESSRS. BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER & ST. GERMAIN**, of the city and district of Montreal, advocates, by distraction for costs, Plaintiffs ; against the lands and tenements of **JOSEPH ALBERT MORIN**, architect, of the same place, Defendant, in a certain cause wherein the said J. A. Morin was plaintiff, and Joseph Robert, of the city of Sainte-Cunégonde, was defendant.

Seized as belonging to the said Joseph Albert Morin, the following immovable, to wit :

A lot of land situate in the city of Montreal, known and described as being north east part of lot number two thousand five hundred and forty-nine (2549), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, which part of lot is bounded as follows : in front by Manufacture street, in rear by the residue of the said lot number two thousand five hundred and forty-nine (2549), of the said plans, on one side by the other part of the said lot number two thousand five hundred and forty-nine (2549), of the said plans, and belonging to Octave Morin, and on the other side to the north east by a strip of six feet in width, being the north east residue of the said lot number two thousand five hundred and forty-nine (2549), and belonging to the children of Louis Jacques, which residue or strip of six feet is bounded on the

deux mille cinq cent quarante et un (2541) et par le lot numéro deux mille cinq cent cinquante-trois (2553), des dits plan et livre de renvoi officiels—avec une maison et autres bâtisses dessus construites, et avec droit de passage en commun dans le passage qui sépare les deux maisons construites sur la partie de lot numéro deux mille cinq cent quarante-neuf (2549), des susdits plans.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 2 janvier 1901. 47  
[Première publication, 5 janvier 1901.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } GEORGE BEAUGRAND  
No 1271. } DIT CHAMPAGNE,  
bourgeois, et GENEVIEVE MOUSSEAU, épouse  
commune en biens du dit George Beaugrand dit  
Champagne, et ce dernier tant personnellement que  
pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes,  
tous deux de la ville de Berthier, district de Jo-  
liette, *et al.*, Demandeurs; contre les terres et  
tenements de PIERRE MONTPETIT DIT POTE-  
VIN, cultivateur, de Sainte Justine de Newton,  
dans le district de Montréal. Défendeur.

Un terrain situé dans le troisième rang du town-  
ship de Newton, paroisse de Sainte-Justine, dans le  
comté de Vaudreuil, et désigné comme lot soixante  
et treize (73), aux plan et livre de renvoi officiels de  
la dite paroisse de Sainte-Justine de Newton, dans  
le comté de Vaudreuil, contenant soixante acres de  
terre en superficie, plus ou moins; tenant en front  
à la ligne de division entre les dits troisième et  
quatrième rang, de l'autre bout au deuxième rang;  
joignant d'un côté à sieur Olivier Bédard, et de  
l'autre côté à sieur David Lanthier—avec une mai-  
son en bois, une grange et autres bâtisses dessus  
construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale  
de la paroisse de Sainte-Justine de Newton, le  
HUITIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE  
heures de l'avant-midi

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 2 janvier 1901. 49  
[Première publication, 5 janvier 1901.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } ROMEO PREVOST, gen-  
No 1468. } tilhomme, de Valparaiso,  
dans le Chili, dans l'Amérique du Sud, Demandeur;  
contre les terres et tenements de CHARLES  
ARTHUR GUSTAVE PREVOST, autrefois des  
cité et district de Montréal, maintenant de lieux  
inconnus, Défendeur, dans laquelle cause Esprit  
Anaclet Généreux, des cité et district de Montréal,  
en sa qualité de curateur dûment nommé à la sub-  
stitution créée par le testament de feu Amable  
Cyprien Prevost en faveur des enfants du dit Char-  
les Arthur Gustave Prevost, est aussi défendeur.  
Saisis comme appartenant et en la possession des  
dits défendeurs es-nom et qualités les immeubles  
suivants, savoir :

1° Un emplacement de forme irrégulière, sis et  
situé dans la cité de Montréal, étant la partie nord-  
est du lot numéro quatre (No 4), des plans et livre  
de renvoi officiels du quartier est de la cité de Mon-  
tréal, contenant vingt et un pieds quatre pouces de  
largeur sur la rue Saint Paul qui le borne d'un bout  
par vingt-quatre pieds quatre pouces, aussi de lar-  
geur sur la rue des Commissaires qui le borne à  
l'autre bout par soixante et neuf pieds de profon-  
deur, le tout sans garantie de mesure précise; borné  
du côté nord-est par le lot numéro cinq, et de l'autre  
côté au sud-ouest par le résidu du dit lot numéro  
quatre, tous des plan et livre de renvoi officiels sus-  
dits—avec les bâtisses sus-érigées.

north east side by part of lot number two thousand  
five hundred and fifty-one (2551) and by lot number  
two thousand five hundred and fifty-three (2553),  
of the said official plan and book of reference—with  
a house and other buildings thereon erected, and  
with a right of passage in common in the passage  
which separates the two houses erected on the part  
of lot number two thousand five hundred and forty-  
nine (2549), of the said plans.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the SEVENTH day of FEBRUARY next, at  
ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 2nd January, 1901. 48  
[First published, 5th January, 1901.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } GEORGE BEAUGRAND  
No. 1271. } DIT CHAMPAGNE, gen-  
tleman, and GENEVIEVE MOUSSEAU, wife  
common as to property of the said George Beau-  
grand dit Champagne, and the latter as well perso-  
nally as to authorize his said wife for the purposes  
hereof, both of the town of Berthier, district of Jo-  
liette, *et al.* Plaintiffs; against the lands and tenements  
of PIERRE MONTPETIT DIT POTEVIN,  
farmer, of Sainte Justine de Newton, in the district  
of Montreal, Defendant.

A lot situate in the third range of the township  
of Newton, parish of Sainte Justine, in the county  
of Vaudreuil, and described as lot number seventy-  
three (73), on the official plan and book of reference  
of the said parish of Sainte Justine de Newton, in  
the county of Vaudreuil, containing sixty acres of  
land in area, more or less; bounded in front by  
the division line between the said third and  
fourth ranges, at the other end by the second range;  
bounded on one side by Mr. Olivier Bedard, and on  
the other side by sieur David Lanthier—with a  
wooden house, a barn and other buildings thereon  
erected.

To be sold at the parochial church door of the  
parish of Sainte Justine de Newton, on the EIGHTH  
day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the  
forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 2nd January, 1901. 50  
[First published, 5th January, 1901.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } ROMEO PREVOST, gentle-  
No. 1468. } man, of Valparaiso, in Chili,  
in South America, Plaintiff; against the lands and  
tenements of CHARLES ARTHUR GUSTAVE  
PREVOST, formerly of the city and district of  
Montreal, now of parts unknown, Defendant, in  
which case Esprit Anaclet Généreux, of the city  
and district of Montreal, in his quality of curator  
duly appointed to the substitution created by the  
will and testament of the late Amable Cyprien  
Prevost in favor of the children of the said Charles  
Arthur Gustave Prevost, is also defendant. Seized  
as belonging to and in the possession of the said  
defendants in their name and quality, the following  
immovables, to wit :

1. A lot of irregular shape, situate and being in  
the city of Montreal, being the north east part of  
lot number four (No. 4), of the official plan and  
book of reference of the east ward of the city of  
Montreal, containing twenty-one feet four inches  
in width on Saint Paul street which bounds it at  
one end by twenty-four feet four inches, also in  
width on Commissioners street which bounds it at  
the other end by sixty-nine feet in depth, the  
whole without warranty of precise measurement; bounded  
on the north east side by number five, and  
on the other side to the south west by the residue  
of the said lot number four, all of the official plan  
and book of reference aforesaid—with the build-  
ings thereon erected.

2° Un autre emplacement sis et situé dans la cité de Montréal, étant la partie sud-ouest du lot numéro quinze cent cinquante-trois (No 1553), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, contenant vingt-neuf pieds de largeur sur la rue Saint-Antoine, qui le borne en front par trente pieds six pouces aussi de largeur en arrière où il est borné par une ruelle commune avec ceux y ayant droit, par une moyenne d'environ cent quatre-vingt-un pieds de profondeur, le tout sans garantie de mesure précise; borné d'un côté au sud-ouest par l'avenue Bishop, et de l'autre côté au nord-est par le résidu du dit lot numéro quinze cent cinquante-trois. A distraire, cependant, du dit emplacement, une lisière de trente-cinq pieds de largeur, par la largeur au dit emplacement, tel qu'exproprié par "The Atlantic and North West Railway Company"—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIÈME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 3 janvier 1902. 4495  
Première publication du 29 déc. 1900 est nulle.

[Première publication, 5 janvier 1901.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } JOHN WILLIAM HOP-  
No. 3098. } KINS, architecte,  
JAMES CRADOCK SIMPSON, agent d'immeu-  
bles, et WILLIAM DE M. MARLER, notaire  
public, tous des cité et district de Montréal, en leur  
qualité de fideicommissaires, en vertu du contrat de  
mariage de WILLIAM JACKSON MOORE et  
MARIE MELINA OSTELL, Demandeurs; contre  
les terres et tenements de JAMES U. CRAIG, des  
cité et district de Montréal, Défendeur.

L'immeuble situé dans le quartier St. Antoine,  
de la cité de Montréal, faisant front sur la rue  
Aylmer, connu aux plan et livre de renvoi officiels  
d'icelui, sous le numéro officiel numéro onze cent  
quatre-vingt-quatorze, du dit quartier, dans les  
susdits cité et district de Montréal—avec les bâtisses  
sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité  
de Montréal, le DIX-SEPTIÈME jour de JAN-  
VIER prochain (1901), à DIX heures de l'avant-  
midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 11 décembre 1900. 4277-2  
[Première publication, 15 décembre 1900.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } THE STANDARD LIFE  
No 1179. } ASSURANCE COY.,  
corps politique et incorporé, ayant son principal  
bureau dans la cité de Edimburgh, Ecosse, et sa  
principale place d'affaires pour le province de Qué-  
bec, dans les cité et district de Montréal, Deman-  
deresse; contre les terres et tenements de DAME  
IDA JANE WARD, épouse séparée de biens de  
Douglass McG. De Cow, des cité et district de  
Montréal, docteur en médecine, et le dit Douglass  
McG. De Cow, afin d'autoriser sa dite épouse, Dé-  
fenderesse.

Cet emplacement maintenant connu comme subdivi-  
sion officielle numéro onze, du lot numéro quinze cent  
sept (1507-11), des plan et livre de renvoi officiels  
du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal—  
avec la maison en briques on résidence et dépendances,  
maintenant connue sous le numéro neuf cent treize  
(913), sur la rue Dorchester, dans la dite cité;  
borné en front par la dite rue Dorchester, en arrière  
par une ruelle connue comme subdivision quinze  
cent sept-douze (1507-12), sur le dit plan, du côté  
nord-est par la rue Drummond, et du côté sud-ouest  
par la maison voisine érigée sur le lot numéro quinze

2. Another lot situate and being in the city of  
Montreal, being the south west part of lot number  
fifteen hundred and fifty-three (No. 1553), of the  
official plan and book of reference of Saint Antoine  
ward, of the city of Montreal, containing twenty-  
nine feet in width on Saint Antoine street, which  
bounds it in front by thirty feet six inches also in  
width in rear where it is bounded by a lane common  
with those having a right thereto, by an average of  
about one hundred and eighty-one feet in depth,  
the whole without warranty of precise measure-  
ment; bounded on one side to the south west by  
Bishop avenue, and on the other side to the north  
east by the residue of the said lot number fifteen  
hundred and fifty-three. Reserving, however, from  
the said lot a strip of thirty-five feet in width, by  
the width of the said lot, such as expropriated by  
the Atlantic and North West Railway Company—  
with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the EIGHTH day of FEBRUARY next, at  
TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Shérif.  
Montreal, 3rd January, 1901. 4496  
First publication of the 29th December, 1900 is null.

[First published, 5th January, 1901.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } JOHN WILLIAM HOP  
No. 3098. } KINS, architect; JAMES  
CRADOCK SIMPSON, real estate agent, and WIL-  
LIAMS DE M. MARLER, notary public, all of the  
city and district of Montreal, herein acting in their  
quality of trustees, under the indenture of marriage  
settlement between WILLIAM JACKSON MOORE  
and MARIE MELINA OSTELL, Plaintiffs; against  
the lands and tenements of JAMES U. CRAIG, of  
the city and district of Montreal, Defendant.

The immoveable property situate in Saint An-  
toine ward, of the city of Montreal, fronting on  
Aylmer street, and being known on the official plan  
and in the book of reference thereof by the official  
number eleven hundred and ninety four, of said  
ward, in the said city, and in the district of Montreal  
aforesaid—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the SEVENTEENTH day of JANUARY next  
(1901), at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Shérif.  
Montreal, 11th December, 1900. 4278  
[First published, 15th December, 1900.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } THE STANDARD LIFE  
No. 1179. } ASSURANCE COY, a  
body corporate and politic, having its chief office in  
the city of Edimburgh, Scotland, and its principal  
place of business for the province of Quebec, in the  
city and district of Montreal, Plaintiff; against the  
lands and tenements of DAME IDA JANE WARD,  
wife separated as to property of Douglass McG.  
De Cow, of the city and district of Montreal, doctor  
of medicine, and the said Douglass McG. De Cow,  
to authorize his said wife, Defendant.

That certain emplacement now known as official  
subdivision number eleven, of lot number fifteen  
hundred and seven (1507-11), on the official plan  
and book of reference of the Saint Antoine ward,  
of the city of Montreal—with the brick house or resi-  
dence and premises, now known as number nine  
hundred and thirteen (913), on Dorchester street, in  
said city; bounded in front by said Dorchester  
street, in rear by a lane known as subdivision fif-  
teen hundred and seven-twelve (1507-12), on said  
plan, on the north easterly side by Drummond  
street, and on the south westerly side by the adjoin-

cent sept-dix (1507-10), sur le dit plan, le mur entre les dites maisons étant mitoyen depuis la fondation jusqu'au faite inclusivement, étant distinctement convenu et compris que la ligne du centre du dit mur mitoyen et le prolongement d'icelui des deux côtés est la ligne de division entre le dit emplacement et la propriété jusqu'au côté sud ouest, avec le droit de se servir de la dite ruelle, quinze cent sept-douze (1507-12), en arrière en commun avec toutes autres personnes y ayant droit, mais sans l'encumber.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain (1901), à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau, Shérif.

Bureau du Shérif, Montréal, 11 décembre 1900. Shérif. 4279-2  
[Première publication, 15 décembre 1900.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } THE MONTREAL LOAN No 1068. } AND MORTGAGE COMPANY, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements DES HERITIERS et des biens et succession de feu Alfred Perry, en son vivant d'Outremont, dans le district de Montréal, Défendeur.

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs en leur qualité susdite, les immeubles suivants, savoir :

1° Un lot de terre situé dans la ville d'Outremont, dans le district de Montréal, connu comme lot subdivision quatre (4), du lot cinquante-six (56), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges, dans le comté d'Hochelaga, faisant front sur l'avenue West End, contenant quarante pieds (40) de front sur quatre-vingt (80) pieds de profondeur, plus ou moins—avec bâtisse sus-érigée.

2° Un lot de terre situé au même lieu, connu comme lot subdivision six (6), du lot cinquante-six (56), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges, dans le comté de Hochelaga, faisant front sur l'avenue West End, contenant quarante (40) pieds de front sur quatre-vingt (80) pieds de profondeur—plus ou moins.

3° Un emplacement situé au même lieu, composé des lots subdivisions dix-huit (18) et dix-neuf (19), du dit lot numéro cinquante-six (56), des plan et livre de renvoi officiels du dit village incorporé de la Côte des Neiges, dans le comté de Hochelaga, faisant front sur la dite avenue West End ; le dit emplacement contenant quatre-vingt (80) pieds de front sur quatre-vingt (80) pieds de profondeur, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées, pour être vendu en un seul lot.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER prochain (1901), à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau, Shérif.

Bureau du Shérif, Montréal, 12 décembre 1900. Shérif. 4327-2  
[Première publication, 15 décembre 1900.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*District de Montréal.*

Montréal à savoir : } LA REINE ; contre les terres No 120. } et tenements de THOMAS J. CHISHOLM, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal, Défendeur.

Un emplacement situé dans la ville de Westmount, comté d'Hochelaga, district de Montréal, maintenant connu comme subdivision cinquante cinq (55), de la redivision du lot numéro deux cent quatorze (214-55), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant quarante-quatre pieds de largeur sur quatre-vingt-dix-huit pieds dix pouces de profondeur sur le côté sud-ouest, et quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur sur le côté nord-est, et quatre mille

ing house erected on lot No. fifteen hundred and seven-ten (1507-10), on said plan, the gable wall between said houses being mitoyen from foundation to coping, inclusively, it being distinctly agreed and understood that the center line of the said mitoyen wall and the prolongation thereof both ways is the line of division between the said emplacement and the property to the south west, with the right of use of the said lane fifteen hundred and seven-twelve (1507-12), in rear in common with all others having a right therein, but no right to encumber the same.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next (1901), at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.

Sheriff's Office, Montreal, 11th December, 1900. Sheriff. 4280  
[First published, 15th December, 1900.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } THE MONTREAL LOAN No. 1068. } AND MORTGAGE COMPANY, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of THE HEIRS and the estate and succession of the late Alfred Perry, in his lifetime of Outremont, in the district of Montreal, Defendant.

Seized as belonging to the said defendants in their quality aforesaid, the following immoveables, to wit :

1. A lot of land situate in the town of Outremont, in the district of Montreal, known as lot subdivision four (4), of lot fifty-six (56), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges, in the county of Hochelaga, fronting on West End avenue, containing forty (40) feet in front by eighty (80) feet in depth, more or less—with the building thereon erected.

2. A lot of land situate at the same place, and known as lot subdivision six (6) of lot fifty-six (56), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges, in the county of Hochelaga, fronting on West End avenue, containing forty (40) feet in front by eighty (80) feet in depth—more or less.

3. An emplacement situate at the same place, composed of lots subdivisions eighteen (18) and nineteen (19), of said lot number fifty-six (56), of the official plan and book of reference of said incorporated village of Côte des Neiges, in the county of Hochelaga, fronting on said West End avenue, containing said emplacement eighty (80) feet in front by eighty (80) feet in depth, more or less—with the buildings thereon erected, to be sold en bloc as one lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of JANUARY next (1901), at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.

Sheriff's Office, Montreal, 12th December, 1900. Sheriff. 4328  
[First published, 15th December, 1900.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } THE QUEEN ; against the No. 120. } lands and tenements of THOMAS J. CHISHOLM, of the town of Westmount, in the district of Montreal, Defendant.

An emplacement situate in the town of Westmount, county of Hochelaga, district of Montreal, now known as subdivision fifty-five (55), of the redivision of lot number two hundred and fourteen-fifty-five (214-55), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing forty-four feet in width by ninety-eight feet ten inches in depth, on the south west side, and ninety-four feet in depth on the north east side, and four thousand two hundred and forty-

deux cent quarante-deux pieds en superficie, mesure anglaise, plus ou moins—avec une maison en pierre et en briques sus-érigée; borné en front par l'avenue Prince Albert, d'un côté par l'avenue York, avec le droit de passage à pied et en voiture et animaux en commun avec les autres personnes dans la ruelle conduisant à l'avenue Prince Albert, connue comme subdivision soixante et quinze C (75-C), du lot officiel numéro deux cent huit (208-75 C), et comme subdivision cinquante-cinq A (55-A), du dit lot officiel numéro deux cent quatorze (214-55 A), sur les dit plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1901), à TROIS heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 11 décembre 1900. Shérif, 4281-2  
[Première publication, 15 décembre 1900.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } UBALDE GARAND ET  
No 2851. } TANCREDE D. TER-  
ROUX, tous deux banquiers, de la cité et du district de Montréal, et y faisant affaires comme tels en société sous les nom et raison de "Garand, Terroux & Cie", Demandeurs; contre les terres et tenements de J. A. GUENET, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, l'un des défendeurs conjointement et solidairement avec Henri H. Brosseau, de la dite cité de Montréal, y ayant ci-devant fait affaires comme agents d'immeubles et courtiers avec Guillaume Guimond, sous la raison sociale de "Guimond & Brosseau", l'autre défendeur.

Saisi comme appartenant à J. A. Guénet, l'un des dits défendeurs, les immeubles suivants, savoir:

Ces deux lots de terre faisant front sur l'avenue Papineau, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, connus et désignés comme subdivision deux, du lot officiel numéro trois cent trente-sept, et subdivision quatre, du numéro officiel trois cent trente-quatre (337-2, 334-4), tous sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, avec le droit de passage dans les ruelles connues et désignées comme subdivision neuf, du lot officiel numéro trois cent trente-quatre, subdivision sept et quatorze, du lot numéro trois cent trente-cinq, subdivision neuf, du lot numéro trois cent trente-six, et subdivision trois, du lot numéro trois cent trente-sept, tous des dits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1901), à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 11 décembre 1900. Shérif, 4285-2  
[Première publication, 15 décembre 1900.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } THE SUN LIFE ASSUR-  
No 2411. } ANCE COMPANY OF  
CANADA, corps incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements d'ALPHONSE PAQUIN, des cité et district de Montréal, plombier, Défendeur.

Ce lot de terre situé dans la ville de Saint-Louis, district de Montréal, formant partie du lot numéro onze, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, et plus particulièrement connu comme lot de subdivision numéro cinquante-deux, sur le plan de subdivision dûment fait et déposé du dit lot officiel numéro onze (11-52), mesurant vingt-quatre pieds de front et en arrière sur cent sept pieds de profondeur, et contenant une

two feet in superficies, english measure, and more or less—with a stone and brick house thereto erected; bounded in front by Prince Albert avenue, and on one side by York avenue, with the right of passage on foot or vehicles and animals in common with others in a lane leading to Prince Albert avenue, known as subdivision seventy-five C (75 C), of the official lot number two hundred and eight (208 75 C), and as subdivision fifty-five A (55 A), of the said official lot number two hundred and fourteen (214-55 A), on the said official plan and book of reference.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of JANUARY next (1901), at THREE o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 11th December, 1900. Sheriff, 4282  
[First published, 15th December, 1900.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montreal, to wit: } UBALDE GARAND AND  
No. 2851. } TANCREDE D. TER-  
ROUX, both bankers, of the city and district of Montreal, doing business there as such in partnership under the name and firm of Garand, Terroux & Co, Plaintiffs; against the lands and tenements of J. A. GUENET, of the town of Saint Louis, district of Montreal, one of the defendants jointly and severally with Henri H. Brosseau, of the said city of Montreal, and having carried on business their formerly as real estate agents and brokers, with Guillaume Guimond, under the style and firm of "Guimond & Brosseau", the other defendant.

Seized as belonging to J. A. Guenet, one of the said defendants, the following immoveables, to wit:

Those certain lots of land fronting on Papineau avenue, in the Saint Denis ward, of the city of Montreal, known and designated as subdivision two, of lot official number three hundred and thirty-seven, and subdivision four, of official number three hundred and thirty-four (337-2, 334-4), all on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis; with right of way over the lanes known and designated as subdivision nine, of lot official number three hundred and thirty-four, subdivision seven and fourteen, of lot number three hundred and thirty-five, subdivision nine, of lot number three hundred and thirty-six, and subdivision three, of lot number three hundred and thirty-seven, all of the said official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day JANUARY next (1901), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 15th December, 1900. Sheriff, 4286  
[First published, 15th December, 1900.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } THE SUN LIFE ASSUR-  
No. 2411. } ANCE COMPANY OF  
CANADA, a body corporate having their chief place of affairs at the city of Montreal, in the district of Montreal, Plaintiffs; against the lands and tenements of ALPHONSE PAQUIN, of the city and district of Montreal, plumber, Defendant.

That certain lot of land situate in the town of Saint Louis, district of Montreal, forming part of lot number eleven, on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, and more particularly known as subdivision lot number fifty-two, on the subdivision plan duly made and filed of said official lot number eleven (11-52), measuring twenty-four feet in front and in rear by one hundred and seven feet in depth, and

superficie totale de deux mille cinq cent soixante et huit pieds, mesure anglaise, plus ou moins; borné en front par la rue Clark, en arrière par une ruelle étant la subdivision soixante et douze, du dit lot officiel numéro onze, d'un côté au nord-ouest par le lot de subdivision cinquante-trois, et de l'autre côté au sud-est par le lot de subdivision cinquante et un, du dit lot officiel numéro onze (11-51), avec le droit de passage en commun avec les autres personnes ayant droit dans la dite ruelle en arrière, mais sans l'encombrer—avec les deux maisons en bois lambrisées en briques et en pierre, comprenant deux logements et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1901), à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 11 décembre 1900. [Première publication, 15 décembre 1900.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS (C)**

*District of Montreal.*

Montreal, à savoir: } **LE CREDIT FONCIER**  
No 630. } **LE FRANCO-CANADIEN,**  
corps politique et incorporé, ayant le principal siège de ses affaires en la cité et le district de Montréal, Demandeur contre les terres et tenements de **HYPOLITE GOUGEON**, menuisier, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, Défendeur.

1° Un emplacement ayant front sur la rue Notre-Dame, en la cité de Sainte-Cunégonde, connu et désigné comme lot numéro deux mille trois cent soixante et dix-sept (2377), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, comté d'Hochelaga—avec les bâtisses dessus construites.

2° Un autre emplacement sis et situé en la dite cité de Sainte-Cunégonde; borné en front par la rue Duvernay, connu et désigné comme lots numéros deux mille trois cent cinquante-deux (2352) et deux mille trois cent cinquante-trois (2353) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus construites.

3° Un autre terrain sis et situé en la cité de Montréal, au côté nord-est de la rue Sainte-Elizabeth, composé des lopins de terre numéros cinq (5), six (6), de la subdivision officielle du terrain primitif désigné sous le numéro trois cent soixante et seize (376), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, contenant chacun des dits lopins de terre vingt-quatre pieds et quatre pouces de largeur par le dit numéro cinq (5), une profondeur de cent deux pieds et trois pouces dans la ligne latérale sud, et cent deux pieds et quatre pouces dans la ligne latérale nord, et d'une lisière de terrain de neuf pieds et huit pouces de largeur par cent deux pieds et deux pouces de profondeur, étant la partie nord du lopin de terre connu et désigné sous le numéro quatre, de la dite subdivision officielle du dit terrain primitif numéro trois cent soixante et seize (376-4); bornée la dite lisière de terre comme suit, savoir: en front au nord-est par la rue Sainte-Elizabeth, en arrière par une ruelle commune de vingt pieds de largeur, du côté nord par le dit lopin de terre numéro cinq (5-376), et du côté sud par le résidu du dit lopin de terre numéro quatre (4-376)—avec les bâtisses et les maisons érigées sur le dit terrain.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTE-UNIEME jour de JANVIER prochain (1901), à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 24 décembre 1900. [Première publication du 15 décembre 1900 est nulle.]

[Première publication, 29 décembre 1900.]

containing a total superficies of two thousand five hundred and sixty-eight feet, english measure, more or less; and bounded in front by Clark street, in rear by a lane being subdivision seventy-two, of said official lot eleven, on one side to the north west by subdivision lot fifty-three, and on the other side to the south east by subdivision lot fifty-one, of said official number eleven (11-51), with the right of way in common with others having rights therein said lane in rear, but no right [to encumber the same—with the two story wooden building encased in stone and brick, comprising two tenements and other buildings thereon erected]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of JANUARY next (1901), at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 11th December, 1900. [First published, 15th December, 1900.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS (C)**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **LE CREDIT FONCIER**  
No. 630. } **LE FRANCO-CANADIEN,**  
a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **HYPOLITE GOUGEON**, joiner, of the city of Saint Henry, district of Montreal, Defendant.

1. A lot fronting on Notre Dame street, in the city of Sainte-Cunégonde, known and described as lot number two thousand three hundred and seventy-seven (2377), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, county of Hochelaga—with the buildings thereon erected.

2. Another lot situate and being in the said city of Sainte-Cunégonde; bounded in front by Duvernay street, known and described as lots numbers two thousand three hundred and fifty-two (2352) and two thousand three hundred and fifty-three (2353), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected.

3. Another lot situate and being in the city of Montreal, on the north east side of Sainte Elizabeth street, composed of lots of land numbers five (5) and six (6), of the official subdivision of the primitive lot described as number three hundred and seventy-six (376), of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, each of the said lots of land containing twenty-four feet four inches in width by the said number five (5), a depth of one hundred and two feet and three inches on the line of the south side, and one hundred and two feet four inches on the line of the north side, and of a strip of land of nine feet eight inches in width by one hundred and two feet two inches in depth, being the north part of the lot of land known and described as number four, of the said official subdivision of the said primitive lot number three hundred and seventy-six (376-4); said strip of land bounded as follows, to wit: in front on the north east by Sainte Elizabeth street, on the rear by a common lane of twenty feet in width, on the north side by the said lot of land number five (5-376), and on the south side by the residue of the said lot of land number four (4-376)—with the buildings and houses erected on the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTY-FIRST day of JANUARY next (1901), at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 24th December, 1900. [First publication of 15th December, 1900, is null.]

[First published, 29th December, 1900.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montréal.*

Montréal, à savoir : } **THOMAS R. RIDGEWAY**,  
No 1844. } de la ville de Westmount,  
district de Montréal, agent financier, Demandeur ;  
contre les terres et tenements mentionnés et  
décrits dans la cédule marquée A, annexée au bref,  
étant la propriété de **JOSEPH ERNEST BRUNET**,  
des cité et district de Montréal, Défendeur, person-  
nellement, maintenant entre les mains de Louis D.  
Gareau, écuyer, député protonotaire de la cour  
supérieure, curateur dûment nommé au délaisse-  
ment fait en cette cause par le dit défendeur, et Jean  
Napoléon Métivier et Joseph Z. Sauvageau, entre-  
preneurs des cité et district de Montréal, y faisant  
affaires ensemble comme tels en société sous les  
nom et raison de Métivier, Sauvageau Compagnie,  
les autres défendeurs conjointement et solidaire-  
ment. Saisi entre les mains et possession du dit  
Louis D. Gareau, comme curateur dûment nommé  
au délaissement fait en cette cause par le dit  
Joseph Ernest Brunet, un des dits défendeurs, les  
terres et tenements comme suit, savoir :

Un lot de terre situé dans la cité de Montréal,  
composé de la subdivision numéros un et deux, du  
lot numéro officiel quatre cent trente-quatre (434-1  
et 2), des plan et livre de renvoi officiels du quartier  
Sainte-Marie, dans la dite cité de Montréal ; borné  
en front par la rue Sainte-Catherine, en arrière  
par une ruelle étant la subdivision sept, du dit lot  
numéro officiel quatre cent trente-quatre, du côté  
nord-est par l'avenue Papineau, et du côté sud-ouest  
par la subdivision trois, du dit lot officiel numéro  
quatre cent trente-quatre—avec murs de fonda-  
tion pour bâtisses en cours de construction sus-  
érigés.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité  
de Montréal, le SEPTIEME jour de FEVRIER  
prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 2 janvier 1901. 55  
[Première publication, 5 janvier 1901.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **JOSEPH LEON S. GA-**  
No 13110. } **GNON**, laitier, du vil-  
lage de Ahuntsic, district de Montréal, Demandeur ;  
contre les terres et tenements de **JOHN MORRIS**,  
des cité et district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé dans le quartier  
Saint-Louis, dans la cité de Montréal, dit district,  
connu sous le numéro six (6), de la subdivision du lot  
officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi  
officiels du dit quartier Saint-Louis, sous le numéro  
neuf cent sept (907) ; borné en pont par l'avenue  
Laval—avec les bâtisses dessus construites, cir-  
constances et dépendances.

2° Un lot de terre sis et situé dans le quartier  
Saint-Jacques, dans la cité de Montréal, dit district,  
connu sous le numéro un (1), de la subdivision du  
lot officiel connu et désigné aux plan et livre de  
renvoi officiels du dit quartier Saint-Jacques, sous  
le numéro douze cent huit (1208) ; borné en front  
par la rue Sherbrooke—avec les bâtisses dessus  
construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de  
Montréal, le SEPTIEME jour de FEVRIER pro-  
chain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 2 janvier 1901. 51  
[Première publication, 5 janvier 1901.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **VICTOR DECARIE**  
No 2921. } **et JEAN-BAPTISTE**  
**DECARIE**, tous deux manufacturiers de briques,  
de la paroisse de Notre-Dame de Grâce, dans le  
district de Montréal, et y faisant affaires comme  
tels ensemble en société sous la raison sociale de

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **THOMAS R. RIDGEWAY**,  
No. 1844. } of the town of Westmount,  
district of Montreal, financial agent, Plaintiff ;  
against the lands and tenements mentioned and  
described in the schedule marked A, to the writ  
annexed being the property of **JOSEPH ERNEST**  
**BRUNET**, of the city and district of Montreal,  
Defendant personally, now in hands of Louis  
D. Gareau, esquire, deputy prothonotary of the  
superior court, curator duly named to the delaisse-  
ment made in this cause by the said defendant, and  
Jean Napoléon Métivier and Joseph Z. Sauvageau,  
builders and contractors, of the city and district of  
Montreal, and there doing business together as such  
in partnership under the name and firm of Metivier  
Sauvageau Company, the other defendants jointly  
and severally. Seized in the hands and possession of  
the said Louis D. Gareau, as curator duly named to  
the delaissement made in this cause by the said Joseph  
Ernest Brunet, one of the said defendants, the  
lands and tenements as follows, to wit :

A lot of land situate in the city of Montreal,  
composed of subdivision number one and two, of lot  
official number four hundred and thirty-four (434  
1 and 2), on the official plan and book of reference  
of Saint Mary's ward, in said city of Montreal ;  
bounded in front by Sainte Catherine street, in rear  
by a lane being subdivision seven, of said lot official  
number four hundred and thirty-four, on the north  
east side by Papineau avenue, and on the south  
west side by subdivision three, of said official  
lot number four hundred and thirty-four—with  
foundation walls for buildings in process of con-  
struction thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the SEVENTH day of FEBRUARY next, at  
THREE o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 2nd January, 1901. 56  
[First published, 5th January, 1901.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Circuit Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **JOSEPH LEON S. GAGNON**,  
No. 13110. } milkman, of the village of  
Ahuntsic, district of Montreal, Plaintiff ; against  
the lands and tenements of **JOHN MORRIS**, of  
the city and district of Montreal, Defendant.

1. A lot of land situate and being in Saint Louis  
ward, in the city of Montreal, said district, known  
as number six, of the subdivision of the official lot  
known and described on the official plan and book  
of reference of the said Saint Louis ward, as num-  
ber nine hundred and seven (907) ; bounded in front  
by Laval avenue—with the buildings thereon  
erected, circumstances and dependencies.

2° A lot situate and being in Saint James ward,  
in the city of Montreal, said district, known as  
number one (1), of the subdivision of the official lot  
known and described on the official plan and book  
of reference of the said Saint James ward, as num-  
ber twelve hundred and eight (1208) ; bounded in  
front by Sherbrooke street—with the buildings  
thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the SEVENTH day of FEBRUARY next, at  
TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 2nd January, 1901. 52  
[First published, 5th January, 1901.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **VICTOR DECARIE** AND  
No. 2921. } **JEAN BAPTISTE DE-**  
**CARIE**, both brick makers, of the parish of Notre  
Dame de Graces, in the district of Montreal, and  
doing business there together as such under the  
style and firm of "Joseph Decarie & fils," Plaintiffs ;

Joseph Décarie & fils, Demandeurs ; contre les terres et tenements de CLEOPHAS ROUSSIN, de la paroisse de Saint-André d'Acton, dans le district de Saint-Hyacinthe, Défendeur.

Trois lopins de terre situés dans la ville de Westmount, dans le district de Montréal, ayant front sur l'avenue Grosvenor, et respectivement connus : 1° L'un sous le numéro deux, de la subdivision officielle quatre-vingt-treize, du numéro officiel deux cent dix-neuf, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal. 2° Un autre sous le numéro deux, de la subdivision officielle quatre-vingt-douze, du numéro officiel deux cent dix-neuf, des plan et livre de renvoi officiels de la dite municipalité de la paroisse de Montréal. 3° Et le troisième composé du lot de terre connu sous le numéro un, de la subdivision officielle numéro quatre-vingt-douze, du numéro officiel deux cent dix-neuf, des dits plan et livre de renvoi officiels, et du numéro trois, de la subdivision officielle numéro quatre-vingt-onze, du numéro officiel deux cent dix-neuf, des dits plan et livre de renvoi officiels de la dite municipalité de la paroisse de Montréal (219-92-1 et 219-91-3), chacune de ces trois lopins de terre contenant vingt-quatre pieds de front par quatre-vingt-seize pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, et plus ou moins—avec les maisons dessus érigées, dépendances et servitudes y attachées, (ces deuxième et troisième lopins de terre ne forment qu'une seule exploitation), et notamment avec droit de passage avec tous autres pouvant y avoir droit, dans le passage de huit pieds de largeur par quatre-vingt-seize pieds de profondeur, situé entre les deux lots en premier lieu désignés ; le dit passage connu lui-même sous le numéro un, de la subdivision officielle quatre-vingt-treize et trois de la subdivision officielle quatre-vingt-douze du dit lot officiel numéro deux cent dix-neuf, des dits plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, et aussi avec droit de passage dans le passage situé en arrière des trois lopins de terre présentement saisis, ce dernier passage portant entre autres numéros, les numéros quatre, des subdivisions officielles quatre-vingt-douze et quatre-vingt-treize, du dit numéro officiel deux cent dix-neuf.

Pour être vendus en mon bureau en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Sherif, Montréal, 2 janvier 1901. Sherif. 69

[Première publication, 5 janvier 1901.]

#### Sales par le Sherif—Québec

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } LOUIS DION, du village de No 4096. } L Bienville, comté de Lévis, mouleur ; contre LES HERITIERS de feu Thomas Barras, en son vivant du village Bienville, à savoir :

1° La moitié indivise du lot No 162 (cent soixante et deux), du cadastre officiel pour le village de Bienville, étant un emplacement situé sur une petite rue au sud de la rue Bienville—circonstances et dépendances.

2° La moitié indivise du lot No 163 (cent soixante et trois), du cadastre officiel pour le village de Bienville, étant un emplacement situé sur le côté sud de la rue Bienville—avec les bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances.

against the lands and tenements of CLEOPHAS ROUSSIN, of the parish of Saint André d'Acton, in the district of Saint Hyacinth, Defendant.

Three lots of land situate in the town of Westmount, in the district of Montreal, fronting on Grosvenor avenue, and known respectively: 1. One as number two, of the official subdivision ninety-three, of the official number two hundred and nineteen, of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal. 2. Another as number two, of the official subdivision ninety-two, of the official number two hundred and nineteen, of the said official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal. 3. And the third made up of the lot of land known as number one, of the official subdivision number ninety-two, of the official number two hundred and nineteen, of the said official plan and book of reference of the number three, of the official subdivision number ninety-one, of the official number two hundred and nineteen, of the said official plan and book of reference of the said municipality of the parish of Montreal, (219 92-1 and 219-91-3), each of these three lots of land containing twenty-four feet in front by ninety-six feet in depth, the whole english measure, and more or less—with the houses thereon erected, dependencies and servitudes thereto appertaining, (the second and third lots of land form only one and the same plot), and especially with a right of passage with all others who may be entitled thereto in the passage eight feet wide by ninety-six feet in depth, situated between the two lots firstly described ; said passage itself being known as number one, of the official subdivision ninety-three, and three of the official subdivision ninety-two, of the said official lot number two hundred and nineteen, of the said official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, and with a right of passage in the passage situate in rear of the three lots of land herein seized, the last passage bearing amongst other numbers the numbers four, of the official subdivisions ninety-two and ninety-three, of the said official number two hundred and nineteen.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of FEBRUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 2nd January, 1901. Sheriff. 70

[First published, 5th January, 1901.]

#### Sheriff's Sales—Québec

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS.

Quebec Circuit.

Quebec, to wit : } LOUIS DION, of the village No. 4096. } L of Bienville, county of Lévis, moulder ; against THE HEIRS of the late Thomas Barras, in his lifetime of the village Bienville, to wit :

1. The undivided half of lot No. 162 (one hundred and sixty two), of the official cadastre for the village of Bienville, being a lot situate on a little street south of Bienville street—circumstances and dependencies.

2. The undivided half of lot No. 163 (one hundred and sixty-three), of the official cadastre for the village of Bienville, being a lot situate on the south side of Bienville street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine de Bienville, comté de Lévis, le HUITIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

**CHS. A. ERN. GAGNON,**  
 Bureau du Shérif, Shérif.  
 Québec, 4 janvier 1901. 65  
 [Première publication, 5 janvier 1901.]

To be sold at the church door of the parish of Saint Antoine de Bienville, county of Lévis, on the EIGHTH day of FEBRUARY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

**CHS. A. ERN. GAGNON,**  
 Sheriff's Office, Sheriff.  
 Quebec, 4th January, 1901. 66  
 [First published, 5th January, 1901.]

**Ventes par le Shérif—Terrebonne**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

District de Terrebonne, } **ELIE LATOUR, De-**  
 Sainte-Scholastique, } mandeur; vs. **SAM**  
 à savoir: No 185. } **STEPHENS, Defen-**  
 deur, à savoir:

Les lots numéros trois cent quarante-quatre et trois cent quarante-cinq (344 et 345), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérôme, district de Terrebonne,—avec maison et dépendances, moins la partie vendue au chemin de fer.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale, en la ville de Saint-Jérôme, dit district, le SIXIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

**LAPOINTE & PREVOST,**

Bureau du Shérif, Shérif,  
 Sainte-Scholastique, 2 janvier 1901. 29  
 [Première publication, 5 janvier 1901.]

**Sheriff's Sales—Terrebonne**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.*

District of Terrebonne, } **ELIE LATOUR, Plain-**  
 Sainte Scholastique, } tiff; vs. **SAM STE-**  
 to wit: No. 185. } **PHENS, Defendant, to**  
 wit:

Lots numbers three hundred and forty-four and three hundred and forty-five (344 and 345), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Jerome, district of Terrebonne—with house and dependencies thereon erected, least the part sold to the railway.

To be sold at the parochial church door, in the town of Saint Jerome, said district, on the SIXTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

**LAPOINTE & PREVOST,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
 Sainte Scholastique, 2nd January, 1901. 30  
 [First published, 5th January, 1901.]

**MUNICIPALITE DU COMTE DE VERCHERES.**

Je donne par les présentes avis public, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus par encan public, à Verchères, dans la salle des délibérations du conseil de comté, **MERCREDI**, le **SIXIEME** jour de **MARS** prochain (1901), à **DIX** heures de l'avant-midi, pour les cotisations et charges dues aux municipalités ci-dessous mentionnées, sur les divers lots plus bas désignés, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, avant la vente, savoir:

Municipalité de la paroisse de Sainte-Julie.

1° Un terrain au nom de Jérémie Perrault, situé au rang "Les Quarante-Deux," contenant environ 12 arpents en superficie, connu sous le No 4 (quatre), des plan et livre de renvoi officiels de la dite municipalité de Sainte-Julie.

Montant dû..... \$ 6 55

2° Un terrain au nom de Raymond Préfontaine, situé au rang "Les Quarante-Deux," contenant environ 9½ arpents en superficie, connu sous le No 20 (vingt), des plan et livre de renvoi officiels de la dite municipalité de Sainte-Julie.

Montant dû..... \$ 2 95

3° Un terrain au nom de Joseph Roch Célerié, situé au rang "Les Quarante Deux," contenant environ 2 arpents en superficie, connu sous le No 21 (vingt-un), des plan et livre de renvoi officiels de la dite municipalité de Sainte-Julie.

Montant dû..... \$ 1 12

4° Une terre au nom de Clément Gauthier, père, située au rang "Les Quarante-Deux," contenant environ 126 arpents en superficie, connue sous les lots Nos 62, 63, 64 (soixante et deux, soixante et trois, soixante et quatre), des plan et livre de renvoi officiels de la dite municipalité de Sainte-Julie.

Montant dû..... \$17 63

**MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF VERCHERES.**

I do hereby give public notice, that the lands hereinafter mentioned will be sold by public auction, at the county council hall, at Verchères, where the said council holds its sessions, on **WEDNESDAY**, the **SIXTH** day of **MARCH** next (1901), at the hour of **TEN** of the clock in the forenoon, for the assessments and charges due to the municipality hereinafter mentioned, upon the said lot hereinafter described, unless the same be paid, with costs, before the sale, to wit:

Municipality of the parish of Sainte Julie.

1. A land in the name of Jérémie Perrault, situate in the range "Les Quarante-Deux", containing about 12 arpents in area, known as No. 4 (four), of the official plan and book of reference of the said municipality of Sainte Julie.

Amount due..... \$ 6 55

2. A land in the name of Raymond Préfontaine, situate in the range "Les Quarante-Deux", containing about 9½ arpents in area, known as No. 20 (twenty), of the official plan and book of reference of the said municipality of Sainte Julie.

Amount due..... \$ 2 95

3. A land in the name of Joseph Roch Célerié, situate in the range "Les Quarante-Deux", containing about 2 arpents in area, known as No. 21 (twenty-one). of the official plan and book of reference of the said municipality of Sainte Julie.

Amount due..... \$ 1 12

4. A land in the name of Clément Gauthier, senior, situate in the rang "Les Quarante-Deux", containing about 126 arpents in area, known as lots Nos. 62, 63 and 64 (sixty-two, sixty-three and sixty-four), of the official plan and book of reference of the said municipality of Sainte Julie.

Amount due..... \$17 03

5° Un terrain au nom des héritiers feu Julie Dalpé, veuve P. Paré, situé au rang "Le fer-à-cheval," contenant environ 9 arpents en superficie, connu sous le No 92 (quatre-vingt-douze), des plan et livre de renvoi officiels de la dite municipalité de Sainte-Julie.

Montant dû..... \$ 1 67

6° Un emplacement au nom de Onésime Chaperon, situé au village de Sainte-Julie, contenant environ 25 perches en superficie ; tenant d'un côté Narcisse Trudeau, de l'autre côté Moïse Chaperon, fils, par un bout Ls. Blain, et par l'autre bout le chemin de front du rang de l'église, faisant partie du lot No 273 (deux cent soixante-treize), des plan et livre de renvoi officiels de la dite municipalité de Sainte-Julie.

Montant dû..... \$ 1 12

7° Une terre au nom de Onésime Chaperon, située au rang "Les Trente," contenant environ 67½ arpents en superficie, connue sous le No 353 (trois cent cinquante-trois), des plan et livre de renvoi officiels de la dite municipalité de Sainte-Julie.

Montant dû..... \$ 5 74

8° Un terrain au nom de Joseph Daviault, situé au rang "Les Vingt", contenant environ 45 arpents en superficie, tenant d'un côté Auguste William, de l'autre côté Rémi Comtois, par un bout le chemin de front du rang "Les Vingt", et par l'autre bout le rang "Les Trente", faisant partie des lots Nos 411, 412, 413, 414 (quatre cent onze, quatre cent douze, quatre cent treize, quatre cent quatorze), des plan et livre de renvoi officiels de la dite municipalité de Sainte-Julie.

Montant dû..... \$ 5 06

AIMÉ GEOFFRION,  
Secrétaire-trésorier du conseil municipal  
du comté de Verchères.

Verchères, 28 décembre 1900.

7

5. A lot in the name of the heirs of the late Julie Dalpé, widow P. Paré, situate in the range "Le fer à cheval", containing about 9 arpents in area, known as No. 92 (ninety-two), of the official plan and book of reference of the said municipality of Sainte-Julie.

Amount due..... \$1 67

6. A lot in the name of Onésime Chaperon, situate in the village of Sainte-Julie, containing about 25 perches in area ; bounded on one side by Narcisse Trudeau, on the other side by Moïse Chaperon, junior, at one end by Ls Blain, and at the other end by the front road of the church range, forming part of lot No.273 (two hundred and seventy-three), of the official plan and book of reference of the said municipality of Sainte-Julie.

Amount due..... \$1 12

7. A lot in the name of Onésime Chaperon, situate in the range "Les Trente", containing about 67½ arpents in area, known as No. 353 (three hundred and fifty-three), of the official plan and book of reference of the said municipality of Sainte-Julie.

Amount due..... \$5 74

8. A lot in the name of Joseph Daviault, situate in the range "Les Vingt", containing about 45 arpents in area ; bounded on one side by Auguste William, on the other side by Rémi Comtois, at one end by the front road of the range "Les Vingt", and at the other end by the range "Les Trente", forming part of lots Nos. 411, 412, 413 and 414 (four hundred and eleven, four hundred and twelve, four hundred and thirteen and four hundred and fourteen), of the official plan and book of reference of the said municipality of Sainte-Julie.

Amount due..... \$5 06

AIMÉ GEOFFRION,  
Secretary treasurer of the municipal  
council of the county of Verchères.

Verchères, 28th Decamber, 1900.

8

BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL DU COMTÉ DE TERREBONNE.

Saint Jérôme, 2 janvier 1901.

Je donne, par les présentes, avis public, que les terres ci-après mentionnées seront vendues, par encan public, au bureau du conseil municipal du comté de Terrebonne, dans la ville de Saint-Jérôme, MERCREDI le SIXIEME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations et charges dues aux municipalités ci-après mentionnées, sur les divers lots ci-après désignés, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, au moins deux jours avant le jour ci-dessous, savoir :

OFFICE OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF THE COUNTY OF TERREBONNE.

Saint Jérôme, 2nd January, 1901.

I hereby, give public notice, that the lots and parcels of lots hereinafter mentioned will be sold, by public auction, at the municipal county council room, in the town of Saint Jerome, WEDNESDAY the SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for the taxes and charges due to the municipalities hereinafter mentioned, upon the several lots or parcels of lots hereafter described, unless the same be paid, with costs, two days before the sale aforesaid, to wit :

Dans la municipalité du village de Sainte-Thérèse de Blainville.

In the municipality of the village of Sainte Thérèse de Blainville.

Noms—Names.	No du cadastre—No. of the cadaster.	Taxes municipales. — Municipal taxes.	Taxes scolaires. — School taxes.	Total.
		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Héritiers veuve François Milaire, inconnus — Heirs widow François Milaire, unknown.....	Rue Ste-Thérèse—Ste Thérèse street, No. 125.....	5 12	1 88	7 00
Joseph Filion, absent.....	Situé sur le côté-ouest, rue St-Jean—Oueast side St. John street, No. 174.....	3 54	1 64	5 18
Chrysostôme Gagnon, inconnu—unknown.....	Situé à l'est de la rue St-Jean-Baptiste, partie du No 152—Part of No. 152, situated at the east of St. Jean Baptiste street.....	1 02	0 23	1 25

Dans la municipalité de la partie Est du canton Abercrombie.—In the municipality of the East part of the township of Abercrombie.

Noms—Names.	Qualité—Condition.	No du cadastre. — No. of the cadaster.	Taxes municipales. — Municipal taxes.	Taxes scolaires. — School taxes.	Total.
			\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Charles Moor.....	Dernier propriétaire connu.—Last known proprietor.	6e rang—6th range No. 20 b	1 20	1 60	2 80
Charles Moor.....	“ “ “ “ “ “	5e “ 5th “ “ 20 b	5 40	5 50	10 90
William Weir.....	“ “ “ “ “ “	9e “ Kilkenny “ 25 a	5 70	0 00	5 70
William Weir.....	“ “ “ “ “ “	9e “ “ “ 25 b	5 70	0 00	5 70

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Sophie.—In the municipality of the parish of Sainte Sophie.

Noms.—Names.	No. du cadastre. — No of the cadaster.	Taxes municipales. — Municipal taxes.	Taxes scolaires. — School taxes.	Total.
Jean Papineau.....	401	\$ cts. 5 43	\$ cts. 2 35	\$ cts.* 7 78
Gilbert Martin.....	406	6 05	1 38	7 43
Banque—Bank Villemarie.....	277	4 69	0 00	4 69
Joseph R. Duplessis.....	134	4 15	0 13	0 33
Joseph R. Duplessis.....	60	1 46	3 97	5 43
Jasoph R. Duplessis.....	62	3 61	9 72	13 33

Dans la municipalité de la paroisse de Ste-Agathe des Mouts.—In the municipality of the parish of Sainte Agathe des Mouts.

Noms.—Names.	Etat. — Condition.	Désignation des propriétés. — Designation of the lots.	Taxes municipales. — Municipal taxes.	Taxes scolaires. — School taxes.	Frais de perception. — Costs of collection.	Total.
Noë Michauville.....	Cultivateur.—Farmer.	No 32 6e rang—range—Beresford	\$ cts. 6 11	\$ cts. 1 57	\$ cts. 3 35	\$ cts. 11 03
Désiré Deslauriers dit Legault..	" "	No 28 nord-north-7e rang—range Beresford	6 48	1 35	0 40	8 23
Eusébe Leroux, senior.....	" "	No 1 10e rang—range—Duncaster.	1 49	0 20		1 69

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle.—In the municipality of the parish of Sainte-Adèle.

Noms.—Names	Etat. — Condition.	No. du cadastre. — No of the cadaster.	Désignation. — Designation.	*Taxes municipales. — Municipal taxes.	Taxes scolaires. — School taxes.	Total.
Elie Laviolette.....	Cultivateur.—Farmer.	21°, 22°, 23°.	11e rang—range—Abercrombie.	\$ cts. 38 14	\$ cts. 11 27	\$ cts. 11 41
Frs. Lefunteur.....	" "	5	4e rang—range—Wexford.	9 97	14 40	24 37

J. E. PREVOST,  
 Secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Terrebonne.  
 Secretary-treasurer of the municipal council of the county of Terrebonne.

BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL DU COMTÉ DE SHEFFORD.

AVIS PUBLIC.

Waterloo, P. Q., 2 janvier 1901.

Je, soussigné, Joseph Raphaël Tartre, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Shefford, donne par les présentes avis public, que les terrains ci-après décrits seront vendus à l'enchère publique, à la salle ordinaire des séances du dit conseil, au palais de justice, dans la ville de Waterloo, dans le dit comté, MERCREDI, le SIXIEME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations et charges dues aux municipalités locales ci-après mentionnées, sur les divers lots et parties de lots ci-après désignés, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais encourus, avant le jour de la vente, savoir :

OFFICE OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF THE COUNTY OF SHEFFORD.

PUBLIC NOTICE.

Waterloo, P. Q., 2nd January, 1901.

I, the undersigned, Joseph Raphaël Tartre, secretary-treasurer of the municipal council of the county of Shefford, do hereby give public notice that the lands hereinafter mentioned will be sold at public auction, at the county court house, in the town of Waterloo, where the said council holds its sessions, on WEDNESDAY, the SIXTH day of the month of MARCH next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon, for the assessments and charges due to the local municipalities hereinafter mentioned, upon the several lots and parts of lots hereinafter described, unless the same be paid, with the costs incurred, before the day of sale, to wit :

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Pudentienne.—In the municipality of the parish of Sainte Pudentienne.

Noms des propriétaires. Names of proprietors.	Numéros officiels. Official numbers.	Plan et livre de renvoi. Plan and book of reference.	Acres.	Montant dû. Amount due.
Alden Joseph.....	Partie No 9 "M" 3e rang, rang Roxton.—Bornée la dite partie de lot, en front, à l'ouest par le chemin de Granby à Roxton Falls, en profondeur à l'est, par le lot numéro dix "F" du dit troisième rang, au dit plan, au sud par Edward Bradford, et au nord par le chemin de fer Canadien Pacifique.—Part No. 9 "M" 3rd range, range Roxton.—Bounded the said part of lot, west, in front, by the road leading from Granby to Roxton Falls, in rear, east, by the lot number ten "F", of the said third range, on said plan, south by Edward Bradford, and north by the Canadian Pacific Railway.....	Paroisse de.—Parish of Sainte Pudentienne.....		\$10 57
Robinson Frank.....	Lot No 10 "E" 3e rang—3rd range, rang Roxton.....	Paroisse de.—Parish of Sainte Pudentienne.....		11 46

Dans la municipalité de Stukely Sud.—In the municipality of South Stukely.

Gilman Thomas.....	386, 387.....	Stukely.....		\$7 24
Gilman Thomas.....	388.....	" 2 ".....		7 24

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Alphonse.—In the municipality of the parish of Saint Alphonse.

gnon Eliza.....	1/5 indivis—undivided No. 369.....	Granby.....	\$7 40
nard Pierre.....	1/2 251.....	".....	8 53

Dans la municipalité du village de Roxton Falls.—In the municipality of the village of Roxton Falls.

Hubert Pierre.....	403, 405.....	Roxton Falls.....	\$ 2 95
Richard Stanislas.....	202, 203.....	".....	2 13
Shaw, Cassils & Co.....	116, partie—part.....	.....	277 57
	362, partie—part.....		
	364, 363, 366, 370.....		
	371, 374.....		

Dans la municipalité du township d'Ely Nord.—In the municipality of the township of North Ely.

Martel Dame Joseph.....	1/2 Ouest—West 1/2 507, 508.....	Ely.....	\$1 00
-------------------------	----------------------------------	----------	--------

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim de Shefford.—In the municipality of the parish of Saint Joachim of Shefford.

Whitney John.....	104.....	Roxton.....	\$30 76
-------------------	----------	-------------	---------

Dans la municipalité du village de Granby.—In the municipality of the village of Granby.

Metras Joseph.....	Coin S.-E. No 483.—Mesurant 16 perches en front sur la rue Saint-Jean, par 10 perches en profondeur, et borné comme suit : Au sud, par le lot numéro 485, à l'est par la rue Saint-Jean, au nord et à l'ouest par le restant du dit lot 483.—S. E. corner No 483.—Measuring 16 rods in front on Saint John street by 10 rods in depth, and bounded as follows : To the south by lot number 485, to the east by Saint John street, to the north and west by the remainder of said lot 483.	.....	\$19 89
--------------------	---	-------	---------

## PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE  
DRUMMOND.Aux contribuables et intéressés de la dite  
municipalité.

## AVIS PUBLIC

Drummondville, 2 janvier 1901.

Avis public est par les présentes donné par moi, Joseph Trefflé Caya, secrétaire-trésorier du conseil de cette municipalité, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, dans le palais de justice, à Drummondville susdit, étant le lieu où se tiennent les sessions du dit conseil de cette municipalité, le SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant midi, à défaut du paiement des taxes municipales et scolaires et autres charges auxquelles ils sont affectés et des frais encourus, savoir :

## PROVINCE OF QUEBEC

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF  
DRUMMONDTo the rate payers and interest of this  
municipality.

## PUBLIC NOTICE

Drummondville, 2nd January, 1901.

Public notice is hereby given by me, Joseph Trefflé Caya, secretary-treasurer of the council of this municipality, that the lands hereinafter mentioned will be sold by public Auction in the court house, at Drummondville aforesaid, being the place where the sessions of the said council of this municipality are held, on the SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, in default of the payment of the municipal and school taxes and other charges for which they are liable, and the costs incurred, to wit :

Dans la municipalité de Wickham Ouest, canton de Wickham.

In the municipality of West Wickham, township of Wickham.

No du rôle d'évaluation.	No. on valua- tion roll.	No du cadastre. Cadastral No.	Noms des propriétaires. Names of owners.	Rangs. Ranges.	Désignation des terrains. Designation of the lands.	Etendue. Extent.	Montant dû. Amount due.
		570	Louis Guimond .....	10	Ptie No—Pt. No. 18.....	$\frac{1}{2}$	6 95
		665	Ephrem Hébert.....	11	$\frac{1}{2}$ N. E.—N. E. $\frac{1}{2}$ 19.....	100	22 60
		753	Dame Ferdinand DesRosiers.	12	$\frac{1}{2}$ N. O.—N. W. $\frac{1}{2}$ 20.....	50	16 93
		526	François Mâlo.....	10	$\frac{2}{9}$ N. O.—N. W. $\frac{2}{9}$ 2.....	45	10 93

Dans la municipalité du canton de Grantham, canton de Grantham.

In the municipality of the township of Grantham, township of Grantham.

7	Dame Philippe Paris.....	1	$\frac{1}{2}$ N.—N. $\frac{1}{2}$ 11.....	104	10 70
---	--------------------------	---	---	-----	-------

Dans la municipalité de Durham Sud, canton de Durham.

In the municipality of South Durham, township of Durham.

1154	Wm F. Armstrong .....	12	Ptie lot 1—Pt. lot 1.....	40	14 90
848	John Flanagan.....	10	Ptie lot 16—Pt. lot 16....	1	4 76
1120	Wm N. Barrie ou—or George Hughes .....	12	Ptie lot 11—Pt. lot 11....	7	7 47
970	Joseph Patrick .....	10	Ptie lot 4—Pt. lot 4.....	66 $\frac{2}{3}$	19 48
971	Joseph Patrick .....	10	Ptie lot 3—Pt. lot 3.....	33 $\frac{1}{3}$	9 90
	James Randlett.				

Un terrain qui appert comme formant partie du No 680 du cadastre du canton de Durham, ou une partie du lot 2, rang 8, du canton de Durham, étant du côté nord de la Rivière Noire et du chemin à lisses G. T.; borné au sud-ouest par la dite Rivière Noire, au sud par le chemin à lisses G. T., et au nord-est par la ligne entre les septième et huitième rangs du dit canton de Durham.—A portion of land which appears to form part of cadastral lot No. 680, of the cadastre for the township of Durham, or a part of lot 2, range 8, lying on the north side of the Black River and G. T. Railway; bounded on the south west by the said Black River, on the south by the G. T. Railway, and on the north east by the concession line between the seventh and eighth ranges of the said township of Durham. ....

5 9 79

Municipalité du comté de Drummond.—*Suite.*—Municipality of the county of Drummond.—*Continued.*

Dans la municipalité de L'Avenir, canton de Durham.

In the municipality of L'Avenir, township of Durham.

No du rôle d'évaluation. — No. on valua- tion roll.	No du cadastre. — Cadastral No.	Noms des propriétaires. — Names of owners.	Rangs. — Ranges.	Désignation des terrains. — Designation of the lands.	Etendue. — Extent.	Montant dû. — Amount due.
4 et- 77 246	77 246	N. Gagné..... Jos. Lainé.....		..... Ptie S. E.—S. E. pt.....	110 35	42 29 7 26

Dans la municipalité du canton de Kingsey, canton de Kingsey.

In the municipality of the township of Kingsey, township of Kingsey.

277	.....	François Bousquet.....	5	Bout N. E. de $\frac{1}{2}$ S. O. 24— N. E. end of S. W. $\frac{1}{2}$ 24.	18 $\frac{1}{2}$	3 40
-----	-------	------------------------	---	---	------------------	------

Dans la municipalité du canton de Wickham, canton de Wickham.

In the municipality of the township of Wickham, township of Wickham.

70	.....	William Griffith.....	2	$\frac{1}{2}$ No.—N. W. $\frac{1}{2}$ 12.....	125	8 97
----	-------	-----------------------	---	---	-----	------

Dans la municipalité des Chûtes de Kingsey, canton de Kingsey.

In the municipality of Kingsey Falls, township of Kingsey.

169	.....	William Cassidy.....	12	.....6.	$\frac{1}{8}$	49 77	
141 $\frac{1}{2}$	.....	do do.....	12	.....7.	$\frac{1}{8}$	7 10	
		Ce dernier lot borné au N. E. par la Rivière, et au S. O. par le chemin public.—This last lot bounded on N. E. by River and on S. W. by public road.					
216	.....	Michael Farrell.....	12	.....6.	$\frac{1}{2}$	20 74	
		Borné en front par la rue de l'Eglise, en arrière par D. P. Co. et par le vicariat (Vicarage), et au nord par Louis Robideau.—Bounded in front by Church Street, in rear by D. P. Co. and by vicarage, and north by Louis Robideau.					
247	.....	Mrs. Mdme. James Gibson..	12	.....7.	1/16	6 12	
235 $\frac{1}{2}$	.....	McLeod Gibson.....	12	.....6.	$\frac{1}{8}$	3 38	
230	.....	do do.....	12	.....6.	$\frac{1}{8}$	3 38	
263	.....	do do.....	12	.....6.	$\frac{1}{8}$	3 38	
215	.....	do do.....	12	.....6.	$\frac{1}{8}$	2 04	
205 $\frac{1}{2}$	.....	do do.....	12	.....6.	$\frac{1}{8}$	6 77	
238	.....	do do.....	12	.....6.	15 $\frac{1}{8}$	15 58	
277	.....	do do.....	13	.....6.	11 $\frac{1}{2}$	20 71	
		Ce dernier lot borné au N. E. par D. P. Co. O. par le chemin, et au S. par 12e concession.—This last bounded N. E. by D. P. Co. W. by road and S. by 12th concession.					

## Avis du Gouvernement

## ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Québec, 4 janvier 1901.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre, après le premier jour de mars prochain, qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le huitième jour du dit mois de mars, qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le quinzième jour du dit mois.

L. G. DESJARDINS,  
75 Greffier de l'Assemblée législative.

## DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au département de l'agriculture les déclarations voulues par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ce cercle, qui est par les présentes constitué en corporation.

Dans le comté de D'OTTAWA, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :  
"Cercle agricole de la Municipalité des cantons unis Wabassee, Dudley et Bouthillier."

F. G. MIVILLE DECHENE,  
Commissaire de l'Agriculture.  
Québec, 4 janvier 1901. 81

## PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Macpès.

2e rang.

 $\frac{1}{2}$  S.-O. du lot 19, à Anselme Proulx. $\frac{1}{2}$  N.-E. du lot 21, à Elz. Proulx. $\frac{1}{2}$  S.-O. du lot 21, à Moïse Proulx.

Lot 22, à Moïse Proulx.

 $\frac{1}{2}$  N.-E. du lot 24, à Eus. Souci.

Canton Hamilton.

Lot 22, du 5e rang, à Chs. Max. Forest.

Canton Signai.

Lot 35, du 7e rang, à Ad. Simard.

Canton Métabetchouan.

2e rang.

Lot 4, à Ernest Potvin.

Lot 13, à Jos. Boivin.

E. E. TACHE,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 5 janvier 1901. 77

## Demandes à la Législature

## AVIS PUBLIC.

La compagnie du chemin de fer Québec Central, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant la compagnie à construire un embranchement de chemin de fer, avec les ponts et voies d'évite-

## Government Notice

## LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Quebec, 4th January, 1901.

Notice is hereby given that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill, shall be received by the House, after the first day of March next, that no private bill shall be introduced after the eighth day of said month of March, that no report of any standing or select committee upon a private bill, shall be received after the fifteenth day of said month.

L. G. DESJARDINS,  
76 Clerk of the Legislative Assembly.

## DEPARTMENT OF AGRICULTURE.

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorize the formation of this club, which is hereby constituted in corporation.

In the county of OTTAWA, the following club is authorized under the following name, to wit :  
Farmers' club of the municipality of the united Townships of Wabassee, Dudley and Bouthillier.

F. G. MIVILLE DECHENE,  
Commissioner of agriculture.  
Quebec, 4th January, 1901. 82

## PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Macpès.

2nd range.

S. W.  $\frac{1}{4}$  of lot 19, to Anselme Proulx.N. E.  $\frac{1}{4}$  of lot 21, to Elz. Proulx.S. W.  $\frac{1}{4}$  of lot 21, to Moïse Proulx.

Lot 22, to Moïse Proulx.

N. E.  $\frac{1}{2}$  of lot 24, to Eus. Souci.

Township Hamilton.

Lot 22, of 5th range, to Chs. Max. Forest.

Township Signai.

Lot 35, of 7th range, to Ad. Simard.

Township Metabetchouan.

2nd range.

Lot 4, to Ernest Potvin.

Lot 13, to Jos. Boivin.

E. E. TACHE,  
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 5th January, 1901. 78

## Applications to the Legislature

## PUBLIC NOTICE

The Quebec Central Railway Company will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the Company to build a branch line of railway, with necessary bridges and sidings, from a point at or

ment nécessaires d'un point à ou près de Scott's station sur la ligne actuelle du chemin de fer Québec Central, à un point sur le fleuve Saint-Laurent, à ou près de l'extrémité sud du pont maintenant en voie de construction sur le fleuve Saint-Laurent par la compagnie du pont de Québec, et de là à un autre point sur le fleuve Saint-Laurent, sur la rive sud d'icelui, environ cinq milles de l'extrémité du dit pont, avec pouvoir de le traverser, acquérir, louer d'autres lignes maintenant construites ou s'amalgamer avec elles, et d'hypothéquer la dite extension ou embranchement en autant que cela est autorisé par la loi et pour d'autres fins.

FRANK GRUNDY,

Directeur gérant.

W. & A. H. Cook,

Procureurs des requérants.

Québec, 31 décembre 1900.

59

Avis est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte amendement l'acte d'incorporation de la compagnie et ses amendements comme suit, à savoir :

1° Pour confirmer certaine convention faite entre la compagnie et les porteurs d'obligations portant première hypothèque émises sur la ligne principale et l'embranchement de Chicoutimi respectivement, datée le 5e jour de septembre 1900.

2° Pour autoriser la compagnie à émettre des obligations prior lien bonds, jusqu'au montant de £200,000 au lieu de £170,000 autorisé par l'acte 63 Vic., chap. 67, sec. 1.

3° Pour autoriser la compagnie à augmenter ou diminuer le montant total des obligations portant première hypothèque et les "Income Bonds" respectivement, au-dessus ou au-dessous des montants autorisés par les 2e, 3e et 8e sections du dit acte 63 Vic., chap. 67, pourvu que le montant réuni des obligations portant première hypothèque et les "Income Bonds" émises n'excède pas le montant total autorisé à être émis par le dit acte 63 Vic., chap. 67, sections 2, 3 et 8, et de régler et proportionner les montants de telles obligations portant première hypothèque et les "Income Bonds" respectivement, devant être donnés aux porteurs d'obligations portant première hypothèque émises et garanties sur la première division et l'embranchement de chemin de fer de Chicoutimi, respectivement.

4° De pourvoir à ce que les obligations devant être émises portent intérêt du premier jour de janvier 1900 au lieu de la date de l'émission.

5° Pour continuer la charge de receveur décrétée par la 13e section de l'acte 63 Vic., chap. 67, pour une période n'excédant pas un an au-delà de celle fixée par la 14e section du dit acte et pour d'autres fins.

CARON, PENTLAND & STUART,

Solliciteurs des requérants.

Québec, 4 janvier 1901.

83

## Avis Divers

### AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné qu'une application sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour l'octroi de lettres patentes incorporant une compagnie en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social" pour la construction, l'outillage et l'exploitation de manufactures de pulpe et de papier, et d'un système électrique pour fournir la lumière électrique et la force motrice de tramways et autres fins.

1° Le nom de cette compagnie sera : "La Compagnie de Pulpe de Fraserville, limitée."

near Scott's station on present line of the Quebec Central Railway, to a point on the River Saint Lawrence, at or near the southern extremity of the bridge now in course of construction over the River Saint Lawrence by the Quebec Bridge Company, and from thence to another point on the River Saint Lawrence, on the south bank thereof, about five miles from the extremity of such bridge, with power to cross over, acquire, lease or amalgamate with other lines now constructed, and to bond the said extension or branch line to the extent authorized by law, and for other purposes.

FRANK GRUNDY,

Managing director.

W. & A. H. Cook,

Attorneys for applicants.

Québec, 31st December, 1900.

60

Public notice is hereby given by and on behalf of the Quebec & Lake Saint John railway company, that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending the act of incorporation of the company and the acts amending the same, in the following among other respects, viz :

1. To confirm a certain agreement by and between the company and the holders of first mortgage bonds issued on the main line and Chicoutimi branch respectively and dated the 5th day of september, 1900.

2. To authorize the company to issue Prior Lien bonds to an amount of £200,000 in lieu of £170,000 authorized by the act 63 Vic, cap. 67, sec. 1.

3. To authorize the company to increase or decrease the total amount of first mortgage bonds and income bonds respectively, over or under the amounts authorized by the 2nd, 3rd and 8th sections of the said act 63 Vic. cap. 67, provided that the combined aggregate amount of first mortgage and income bonds issued shall not exceed the total amount authorized to be issued by said act 63 Vic. cap. 67, secs. 2, 3 and 8, and to regulate and apportion the amounts of such first mortgage and income bonds respectively, to be given to the holders of first mortgage bonds issued and secured open the first division and Chicoutimi Branch of the Railway respectively.

\* 4. To provide that the bonds to be issued may bear interest from the 1st day of January, 1900, in lieu of from date of issue.

5. To continue the receiver-ship enacted by the 13th section of the Act 63 Vic., cap. 67, for a period not exceeding one year beyond that provided for in the 14th section of said act and for other purposes.

CARON, PENTLAND & STUART,

Solicitor for company.

Québec, 4th January, 1900.

84

## Miscellaneous Notices

### PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that an application shall be made to the lieutenant-governor of the province of Quebec, for the granting of letter patent, to incorporate, under the joint stock companies incorporation act of this province, a company to erect equip, and operate pulp and paper mills, and electric plant to furnish light and power for tramways and other purposes.

1. The name of the proposed company shall be "The Fraserville Pulp Company, limited."

2° Son objet sera de construire, outiller et opérer des manufactures de pulpe et de papier, un système électrique pour fournir la lumière électrique et la force motrice à des tramways et autres fins.

3° La ville de Fraserville sera la principale place d'affaires de la dite compagnie.

4° Le capital autorisé sera de deux cent cinquante mille piastres.

5° Ce capital sera divisé en cinq mille parts de cinquante piastres chacune.

6° Les noms des requérants sont : John W. Hutt, capitaliste, de Port Medway, Nouvelle-Ecosse ; James Curry, courtier, de Toronto, province d'Ontario ; Wallace Cuthbert Trotter, manufacturier, de St-Jean, province de Québec ; George St-Pierre, marchand, de Fraserville, province de Québec ; Samuel Charles Riou, avocat, de Fraserville, province de Québec ; Joseph Elzéar Pineau, marchand, de la ville de Fraserville, province de Québec.

7° Les directeurs provisoires seront : John W. Hutt, James Currie, Wallace Cuthbert Trotter, George St-Pierre, Samuel Charles Riou et Alexandre Bélanger susdits.

S. C. RIOU,

Procureur des requérants.

Fraserville, 24 décembre 1900.

79

Avis est par les présentes donné, qu'avant un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil pour une charte d'incorporation par lettres patentes incorporant les requérants et telles autres personnes qui deviendront actionnaires dans cette compagnie en corps politique et incorporé sous le nom et pour l'objet ci-après mentionné :

1° Le nom corporatif de la compagnie est : "The Pointe au Pic Land and Construction Company".

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est d'acheter et vendre des terrains, lots vacants ou construits et à construire sur iceux.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera à Montréal, province de Québec.

4° Le montant proposé du fond social est de vingt mille piastres, divisé en deux cents actions de cent piastres chacune.

5° Les noms au long des requérants sont comme suit :

Hon. Louis J. Forget, sénateur, courtier ; col. Frederick J. Henshaw, agent, Adolphe Forget, courtier ; Arthur H. Harris, gérant, tous de la cité de Montréal, et Edouard B. Garneau, négociant, de la cité de Québec.

6° Les dits requérants seront les directeurs provisoires de la dite compagnie.

ARCHER & PERRON,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 3 janvier 1901.

39

AVIS

Avis est par le présent donné qu'une pétition a été présentée en vertu de l'acte des élections fédérales contestées, contre l'élection de Arthur Aimé Bruneau, écuyer, avocat, de la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, comme membre du parlement du Canada, représentant le district électoral de Richelieu.

W. H. CHAPDELAINÉ,

Officier-rapporteur.

Daté à Sorel, ce 20me jour de décembre 1900. 73

2. Its object shall be the erection, equipment, and operation of pulp and paper mills, and electric plant, to furnish light and power for tramways and other general purposes.

3. The town of Fraserville shall be the principal place of business of the said company.

4. The authorized capital shall be two hundred and fifty thousand dollars.

5. The said capital shall be divided into five thousand shares of fifty dollars each.

6. The petitioners are : John W. Hutt, capitalist, of Port Medway, Nova Scotia ; James Curry, broker, of Toronto, province of Ontario ; Wallace Cuthbert Trotter, manufacturer, of Saint John, in the province of Quebec ; George St Pierre, merchant, of Fraserville, in the province of Quebec ; Samuel Charles Riou, advocate, of Fraserville, in the province of Quebec ; Joseph Elzéar Pineau, merchant, of Fraserville, in the province of Quebec.

7. The provisional directors are : John W. Hutt, James Currie, Wallace Cuthbert Trotter, George St Pierre, Samuel Charles Riou and Alexandre Bélanger.

S. C. RIOU,

Attorney for petitioners.

Fraserville, 24th December, 1900.

80

Public notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the lieutenant governor in council, for the granting of a charter of incorporation under the joint companies incorporation act constituting them and such others as may hereinafter become shareholders in the company to be incorporated by such letters patent a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company is to be "The Pointe au Pic Land and Construction Company".

2. The object for which incorporation is sought, is to buy and sell vacant lots, or upon and to build.

3. The chief place of business of the said company will be at Montreal, province of Quebec.

4. The proposed amount of stock will be twenty thousand dollars, divided into two hundred shares of one hundred dollars each.

5. The full names of the petitioners are as follows :

Hon. Louis J. Forget, senator, broker ; col. Frederick C. Henshaw, agent ; Adolphe Forget, broker ; Arthur H. Harris, manager, all of the city of Montreal, and Edouard B. Garneau, trader, of the city of Quebec.

6. The said petitioners will be the interim directors of the said company.

ARCHER & PERRON,

Solicitors for petitioners.

Montreal, 3rd January, 1901.

40

NOTICE

Notice is hereby given that a petition has been presented and filed according to the act intitled : The controverted federal election act, or the Dominion controverted election act, against the election of Arthur Aimé Bruneau, esquire, advocate, of the city of Sorel, in the district of Richelieu, as a member of the Parliament of Canada, representing the electoral district of Richelieu.

W. H. CHAPDELAINÉ,

Returning-officer.

Dated at Sorel, this 20th day December, 1900. 74

## ELECTION DE DECEMBRE 1900

## DISTRICT ELECTORAL DE TERREBONNE

Etat des dépenses d'élection de Guillaume Alphonse Nantel, à l'élection du 7 décembre 1900 :

Dépenses personnelles.....	
Voyages et hôtels.....	\$ 64 00
Timbres de poste.....	43 50
Listes électorales.....	9 63
Papeterie et impressions.....	98 74
Téléphone et télégraphe.....	9 40
Orateurs et organisation.....	250 00
Frais de voitures.....	114 00
Salles de comité.....	76 50
Secrétaire.....	20 00

\$685 77

Saint-Jérôme, 21 décembre 1900.

S. G. LAVIOLETTE, Agent,

Assermenté devant moi ce 21 décembre 1900.

J. A. THÉBERGE,

Officier-rapporteur.

District électoral de Terrebonne.

Ces états sont ouverts et soumis à l'inspection sur paiement de vingt centins. 35

DÉPENSES D'ÉLECTION de François Jean Berchmans Prévost, candidat à l'élection pour élire un membre de la législature de Québec, tenue le 7 décembre 1900.

Salle de comité général.....	\$ 30 00
Greffiers et assistants.....	40 00
Frais de messagers.....	20 00
Impressions, annonces, programmes, etc..	75 00
Timbres.....	60 00
Téléphones et télégrammes.....	25 00
Papeterie.....	20 00
Locaux pour la tenue des assemblées publiques.....	100 00
Frais de voyage.....	150 00
Dépenses personnelles, hôtelleries.....	55 65
Comités spéciaux (16).....	60 00

\$635 65

Je, soussigné, agent d'élection de François Jean Berchmans Prévost, jure que le montant du compte ci-haut est correct et j'ai signé.

CHS. GODMER,

Agent d'élection.

Assermenté devant moi ce 21 décembre 1900.

J. A. THÉBERGE,

Officier rapporteur.

District électoral de Terrebonne.

Ces états sont ouverts et soumis à l'inspection sur paiement de vingt centins. 33

## Avis de faillites.

Province de Québec, }  
District de Saguenay. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Thomas Louis Bergeron,

Req. cession ;

Bergeron & Bouchard, vs. Intimés ;

Henri Simard, et Gardien provisoire.

Avis est donné que le vingt-sixième jour de décembre 1900, les dits faillits ont déposé leur bilan au greffe de la cour supérieure du district de Saguenay.

HENRI SIMARD,  
Gardien provisoire.

Malbaie, 26 décembre 1900. 57

## ELECTION OF DECEMBER 1900.

## ELECTORAL DISTRICT OF TERREBONNE.

Statement of the election expenses of Guillaume Alphonse Nantel, at the election of the 7th of December 1900.

Personal expenses.....	
Traveling and hotels.....	\$ 64 00
Postage stamps.....	43 50
Election lists.....	9 63
Stationery and printing.....	98 74
Telephone and telegraph.....	9 40
Speakers and organization.....	250 00
Hiring vehicles.....	114 00
Committee rooms.....	76 50
Secretary.....	20 00

\$ 685 77

Saint Jérôme, 21st December, 1900.

S. G. LAVIOLETTE, Agent.

Sworn before me this 21st December, 1900.

J. A. THEBERGE,

Returning-officer,

Electoral district of Terrebonne.

These statements are open and ready for inspection on payment of twenty cents. 36

ELECTION EXPENSES of François Jean Berchmans Prévost, candidate at the election to elect a member of the Quebec Legislature, held on the 7th of December, 1900.

General Committee room.....	\$ 30 00
Clerks and assistants.....	40 00
Costs of messages.....	20 00
Printing, advertizing, programmes, etc..	75 00
Stamps.....	60 00
Telephones and telegrams.....	25 00
Stationery.....	20 00
Holding local public meetings.....	100 00
Traveling expenses.....	150 00
Personal hotel expenses.....	55 65
Special committees (16).....	60 00

\$635 65

I, the undersigned, election agent of François Jean Berchmans Prévost, swear that the amount of the above account is correct, and I have signed.

CHS. GODMER,

Election agent.

Sworn before me this 21st of December, 1900.

J. A. THÉBERGE,

Returning officer,

Electoral district of Terrebonne.

These statements are open and ready for inspection on payment of twenty cents. 34

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Saguenay. } *Superior Court.*  
*In re* Thomas Louis Bergeron,

Peti. for assignment ;

Bergeron & Bouchard, vs. Respondants ;

Henri Simard, and Provisional guardian.

Notice is hereby given that on the twenty-sixth day of December 1900, the said insolvents have made a judicial abandonment of their property, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Saguenay.

HENRI SIMARD,  
Provisional guardian.

Malbaie, 26th December, 1900. 58

## ACTE DE LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }  
 District de Montréal. }  
*In re* The Maple Clothing Co., Montréal,

Insolvable.

Un premier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 21 janvier 1901.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,  
Liquidateur.

Bureau de Kent & Turcotte,  
97, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 5 janvier 1901.

67

## UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. }  
*In re* The Maple Clothing Co., Montreal,

Insolvent.

A first dividend has been prepared and will be payable at my office, on or after the 21st January, 1901.

Any contestation of such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

A. L. KENT,  
Liquidator.

Office of Kent & Turcotte,  
97, Saint James street.  
Montreal, 5th January, 1901.

68

## Ventes par le Shérif—Montreal

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps, et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } CLEMENT GAUTHIER,  
 No 2059. } FILS, cultivateur, de la  
 paroisse de Saint-Basile le Grand, district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de CLEMENT GAUTHIER, PÈRE, cultivateur, du même lieu, Défendeur.

1° Un terrain situé sur le rang de la Pointe de Chemise, dans la paroisse de Saint-Basile le Grand, contenant environ trois arpents de front par dix-huit arpents de profondeur, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Bruno, sous le numéro deux cent quatre-vingt-six (286); tenant devant au Chemin des Vingt, en profondeur aux terres de Sainte-Julie, d'un côté à Solomon Ménard, et de l'autre côté à Cléophas Lambert ou représentants—avec bâtisses y érigées.

2° Un terrain situé sur la cinquième concession de la paroisse de Sainte-Julie, contenant environ huit arpents et demi de largeur sur environ quinze arpents de profondeur, et connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Julie, sous les numéros soixante-deux, soixante et trois et soixante et quatre (62, 63 et 64); tenant en front par la terre de Cléophas Lambert, Fulgence Lambert, Joseph Ledoux, Avila Bernard et Clément Gauthier. Les dits lots formant une seule et même exploitation.

3° Un lopin de terre situé dans la concession de Pointe de Chemise, dans la paroisse de Saint-Basile le Grand, contenant un arpent et demi de front sur quatorze arpents de profondeur; tenant devant à Féréol Bernard, en profondeur au terrain ci-dessus en deuxième lieu désigné, d'un côté à Abraham Bernard, et de l'autre côté à Avila Bernard—avec une maison et autres bâtisses y érigées, étant les numéros deux cent quatre-vingt-un et deux cent quatre-vingt-deux (281-282), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Bruno. Les dits lots formant une seule et même exploitation.

Pour être vendus comme suit, savoir : les paragraphes 1 et 3, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Basile le Grand, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi, et le paragraphe 2, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Julie, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain (1901), à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
 Montréal, 12 décembre 1900. 4329 2  
 [Première publication du 7 décembre est nulle.]

[Première publication, 15 décembre 1900.]

## Sheriff's Sales—Montreal

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } CLEMENT GAUTHIER,  
 No. 2059. } JUNIOR, farmer, of the  
 parish of Saint Basile le Grand, district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of CLEMENT GAUTHIER, SENIOR, farmer, of the same place, Defendant.

1. A lot situate on the range of La Pointe de Chemise, in the parish of Saint Basile le Grand, containing about three arpents in front by eighteen arpents in depth, known and described on the official plan and book of reference of the parish of Saint Bruno, as number two hundred and eighty-six (286); bounded in front by the road called Chemin des Vingt, in rear by the lands of Sainte Julie, on one side by Solomon Menard, and on the other side by Cléophas Lambert or representatives—with buildings thereon erected.

2. A lot situate in the fifth concession of the parish of Sainte Julie, containing about eight arpents and a half in width by about fifteen arpents in depth, and known and described on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Julie, as numbers sixty-two, sixty-three and sixty-four (62, 63 and 64); bounded in front by the land of Cleophas Lambert, Fulgence Lambert, Joseph Ledoux, Avila Bernard and Clement Gauthier. Said lots forming only one and the same plot.

3. A lot of land situate in the concession of La Pointe de Chemise, in the parish of Saint Basile le Grand, containing one arpent and a half in front by fourteen arpents in depth; bounded in front by Fereol Bernard, in depth by the land hereinabove secondly described, on one side by Abraham Bernard, and on the other side by Avila Bernard—with a house and outbuildings thereon erected, being the numbers two hundred and eighty-one and two hundred and eighty-two (281 and 282), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Bruno. Said lots forming only one and the same plot.

To be sold as follows, to wit : the paragraphs 1 and 3, at the parochial church door, of the parish of Saint Basile le Grand, on the SEVENTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon, and paragraph 2, at the parochial church door of the parish of Sainte Julie, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next (1901), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Shérif.  
 Montreal, 12th December, 1900. 4330  
 First publication of 7th December, 1900, null.

[First published, 15th December, 1900.]

## Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 1

- ANNONCEURS** : — *Avis aux* : — Concernant avis, etc., 1.
- ASSEMBLÉE** : — Association des Barbiers de la province de Québec, 15.
- AVIS** : — Election contestée, district de Richelieu, 19 ; Morceau de terrain de feu Henry Bennis converti en cimetière, 17 ; Offres pour achat de terrain, 3.
- BILLS PRIVÉS, P. FÉDÉRAL** : — *Avis* : — Sénat et Chambre des Communes, 3.
- BILLS PRIVÉS, P. Q.** : — *Avis au sujet des* : — Assemblée législative, 6 ; Conseil législatif, 5 ; Date de réception, 44.
- CANDIDATS ÉLUS** : — Comtés de Compton, 1 ; Pontiac, 1.
- CERCLE AGRICOLE** : — Formation de : — Municipalité des cantons unis Wabassee, Dudley, Bouthillier, 44.
- DEMANDES A LA LÉGISLATURE** : — Admettre avocat Aurèle Lemieux, 11 ; Admettre avocat, Aurélien Bernatchez, 14 ; Admettre avocat F. O. Drouin, 10 ; Admettre avocat F. X. Edouard Guay, 10 ; Admettre avocat J. J. Barry, 10 ; Admettre avocat Peter French, 14 ; Admettre dentiste Stanley Burns, 12 ; Admettre E. H. Bégin à la pratique du droit, 12 ; Admettre F. H. A. Baxter, dentiste, 11 ; Admettre médecin J. E. Boily, 12 ; Admettre médecin J. N. Landry, 12 ; Autoriser A. R. Dorion à changer son nom, 12 ; Cercle commercial et littéraire de Hull, 9 ; Cie du chemin de fer de Québec Central, 44 ; Cie du chemin de fer Québec et Lac St-Jean, 45 ; Cité des Trois-Rivières, 12 ; Chemin de fer de la Cie du Grand Tronc, 11 ; Corporation du village de Grand'Mère, 8 ; De Fecteau *et al*, 14 ; La Cie de Pulpe de Métabetchouan, 9 ; La Société des Artisans Canadiens-Français, 13 ; La ville de Richmond, 10 ; L'Institut de Notre-Dame du Bon Conseil, 10 ; Montreal Business Men's League, 13 ; Montreal Land and Improvement Coy, 13 ; Quebec Northern Railway Coy, 13 ; Ristigouche Boom Coy, 10 ; The Free Methodist Church of the province of Quebec, 14 ; The Montreal Club, 11 ; The Shevra Kadisha of Montreal, 8.
- DÉPENSES D'ÉLECTION** : — Nantel, G. A., 47 ; Prevost, F. J. B., 47.
- EXAMENS** : — Candidats à la pratique du droit : — Sections de Bedford, 20 ; Montréal, 20 ; Ottawa, 21 ; Québec, 21 ; Saint-François, 19.
- FAILLIS** : — Bergeron & Bouchard, 47 ; Guay, fils, 24 ; Hogue, 23 ; Maple Clothing Coy., 48 ; Michaud & Gauvin, 24 ; Morin & Cie., 24 ; Savard, 23 ; Tremblay, 24.
- LETTRES PATENTES, DEMANDES DE** : — La compagnie de Pulpe de Fraserville, 45 ; The Gentleman's Clothing Coy, 16 ; The Hamilton Coy, Ltd., 15 ; The Harvey Medicine Coy, 2240 ; The Hector Prevost Coy, 19 ; The McArthur Export Company, 16 ; The Pointe au Pic and Land Construction Coy., 46 ; The Seabold Sons Coy., 15 ; The Shawinigan Falls Brick Manufactu-

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 1

- ADVERTISERS** : — *Notice to* : — Respecting notices &c, 1.
- MEETING** : — The Provincial Barbers Association, 15.
- NOTICE** : — Controverted election, District of Richelieu, 19 ; A piece of land belonging to late Henry Bennis turned into a cemetery, 17 ; Offers for the purchase of ground, 3.
- PRIVATE BILLS, FEDERAL P.** : — *Notice* : — Senate and House of Commons, 3.
- PRIVATE BILLS, P. Q.** : — *Notices Respecting the* : — Legislative Assembly, 6 ; Legislative Council, 5 ; Date of receipt, 44.
- MEMBERS ELECTED** : — Counties of Compton, 1 ; Pontiac, 1.
- FARMERS' CLUBS** : — Formation of : — Municipality of the united townships Wabassee, Dudley, Bouthillier, 44.
- APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE** : — To admit advocate Aurèle Lemieux, 11 ; To admit advocate Aurélien Bernatchez, 14 ; To admit advocate F. O. Drouin, 10 ; To admit advocate F. X. Edouard Guay, 10 ; To admit advocate J. J. Barry, 10 ; To admit advocate Peter French, 14 ; To admit dentist Stanley Burns, 12 ; To admit E. H. Bégin to the practice of law, 12 ; To admit F. H. A. Baxter dentist, 11 ; To admit physician J. E. Boily, 12 ; To admit physician J. N. Landry, 12 ; To authorize A. R. Dorion to change his name, 12 ; Cercle commercial et littéraire de Hull, 9 ; Quebec Central Railway Coy, 44 ; Quebec and Lake St John Railway Coy, 45 ; City of Three Rivers, 12 ; Grand Trunk Railway Coy, 11 ; Corporation of the village of Grand'Mère, 8 ; From Fecteau *et al*, 14 ; La Cie de Pulpe de Métabetchouan, 9 ; La Société des Artisans Canadiens-français, 13 ; The town of Richmond, 10 ; L'Institut de Notre-Dame du Bon Conseil, 10 ; Montreal Business Men's League, 13 ; Montreal Land and Improvement Coy, 13 ; Quebec Northern Railway Coy, 13 ; Ristigouche Boom Coy, 10 ; The Free Methodist Church of the province of Quebec, 14 ; The Montreal Club, 11 ; The Shevra Kadisha of Montreal, 1.
- ELECTION EXPENSES** : — Nantel, G. A., 47 ; Prevost, F. J. B., 47.
- EXAMINATIONS** : — Candidates to the practice of law : — Bedford, 20 ; Montreal, 2242 ; Ottawa, 21 ; Quebec, 21 ; Saint Francis, 19.
- INSOLVENTS** : — Bergeron & Bouchard, 47 ; Guay, junior, 24 ; Hogue, 23 ; Maple Clothing Coy., 48 ; Michaud & Gauvin, 24 ; Morin & Co., 24 ; Savard, 23 ; Tremblay, 24.
- LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR** : — La compagnie de Pulpe de Fraserville, 45 ; The Gentleman's Clothing Coy, 16 ; The Hamilton Coy., Ltd., 15 ; The Harvey Medicine Coy, 2240 ; The Hector Prevost Coy, 19 ; The McArthur Export Company, 16 ; The Pointe au Pic and Land Construction Coy., 46 ; The Seabold Sons Coy., 15 ; The Shawinigan Falls Brick Manufacturing Coy, 18.

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT:—  
De Trudeau & Demers à Art. Pigeon, 3.

PROCLAMATION : — Convocation des chambres pour  
la dépêche des affaires, 2.

SÉPARATIONS DE BIENS : — Dmes Cook vs Taylor,  
22 ; Desautels vs Malouin, 21 ; Desrosiers  
vs Courval, 23 ; Huettes vs Déragon, 21 ;  
Jeannotte vs Nault, 22 ; Montpetit vs Houle,  
22 ; Paré vs Jetté, 22 ; Patterson vs  
Walsh, 23 ; Seguin vs McCurdy, 22 ; Sénécal  
vs Prevost, 22 ; Tessier vs Riopel, 23 ; Tru-  
deau vs Labossière, 22.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Farrell  
vs Garragher, 24.

TERRES DE LA COURONNE :—*Avis de cancellation,*  
*etc.* :— Cantons Aylwin, 2 ; Dorion, 2 ; Ha-  
milton, 44 ; Macpès, 44 ; Metabetchouan, 44 ;  
Signaie, 44.

VENTES POUR TAXES MUNICIPALES :— Ville de  
Drummond, 42 ; Shefford, 40 ; Terrebonne,  
38 ; Verchères, 36.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA :—Champagne vs Brisson, 25 ; Dme  
Gauthier vs Marchand, 25.

BEAUCE :—Poirier vs Prevost, 25.

BEAUHARNOIS :—Papineau vs Houle, 26.

BEDFORD :—Le Crédit Foncier Franco Canadien  
vs Pepin, 26.

CHICOUTIMI :—Bedard *et al*, vs Guay, 27 ; Bru-  
nelle vs Rivard, 27.

MONTRÉAL :—Beaudin *et al* vs Morin, 28 ; Beau-  
grand *et al* vs Montpetit, 29 ; Crédit Foncier  
Franco Canadien vs Gougeon, 33 ; Decarie & fils  
vs Roussin, 34 ; Gagnon vs Morris, 34 ; Garand  
*et al* vs Guénet, 32 ; Gauthier fils, vs Gauthier  
père, 48 ; Hopkins *et al* vs Craig, 30 ; Lavery vs  
Sykes, 28 ; La Reine vs Chisholm, 31 ; Prévost  
vs Prévost, 29 ; Ridgeway vs Brunet, 34 ; Stan-  
dard Life Insurance Company vs Dme Ward, 30 ;  
Sun Life Assurance Company vs Paquin, 32 ; The  
Montréal Loan and Mortgage Company vs The  
Heirs of Perry, 31.

QUÉBEC :—Dion vs Héritiers de Tho. Barras, 35.

TERREBONNE :—Latour vs Stephens, 36.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR TRANSFER :  
—From Trudeau & Demers to Art. Pigeon, 3.

PROCLAMATION : — Parliament convoked for des-  
patch business, 2.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY : — Dmes Cook vs  
Taylor, 22 ; Desautels vs Malouin, 21 ;  
Desrosiers vs Courval, 23 ; Huettes vs Déra-  
gon, 21 ; Jeannotte vs Nault, 22 ; Mont-  
petit vs Houle, 22 ; Paré vs Jetté, 22 ;  
Patterson vs Walsh, 23 ; Seguin vs Mc-  
Curdy, 22 ; Sénécal vs Prevost, 22 ; Tessier vs  
Riopel, 23 ; Trudeau vs Labossière, 22.

SEPARATIONS FROM BED AND BOARD :—Dme Farrell  
vs Garragher, 24.

CROWN LANDS :—*Notice of cancellation, &c.* :—Town-  
ship Aylwin, 2 ; Dorion, 2 ; Hamilton, 44 ;  
Macpès, 44 ; Metabetchouan, 44 ; Signaie ; 44.

SALE FOR MUNICIPAL TAXES :—Town of Drum-  
mond, 42 ; Shefford, 40 ; Terrebonne, 38 ;  
Verchères, 36.

SHERIFF'S SALES :

ARTHABASKA :—Champagne vs Brisson, 25 ; Dme  
Gauthier vs Marchand, 25.

BEAUCE :—Poirier vs Prevost, 25.

BEAUHARNOIS :—Papineau vs Houle, 26.

BEDFORD :—Le Crédit Foncier Franco Canadien  
vs Pepin, 26.

CHICOUTIMI :—Bedard *et al*, vs Guay, 27 ; Bru-  
nelle vs Rivard, 27.

MONTREAL :—Beaudin *et al* vs Morin, 28 ; Beau-  
grand *et al* vs Montpetit, 29 ; Credit Foncier  
Franco Canadien vs Gougeon, 33 ; Decarie & Son  
vs Roussin, 34 ; Gagnon vs Morris, 34 ; Garand  
*et al* vs Guénet, 32 ; Gauthier fils, vs Gauthier  
père, 48 ; Hopkins *et al* vs Craig, 30 ; Lavery vs  
Sykes, 28 ; Prévost vs Prévost, 29 ; Ridgeway  
vs Brunet, 34 ; Standard Life Insurance Comp-  
any vs Dme Ward, 30 ; Sun Life Assurance  
Company vs Paquin, 32 ; The Montreal Loan and  
Mortgage Company vs The Heirs of Perry, 31 ;  
The Queen vs Chisholm, 31.

QUÉBEC :—Dion vs Heirs of Tho. Barras, 35.

TERREBONNE :—Latour vs Stephens, 36.